



OVH Groupe

Société anonyme au capital de 170 778 796,29 euros
Siège social : 2 rue Kellermann, 59100 Roubaix, France
R.C.S. Lille Métropole 537 407 926

NOTE D'OPÉRATION

Mise à la disposition du public à l'occasion

- de l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (« **Euronext Paris** ») de la totalité des actions ordinaires composant le capital social de la société OVH Groupe (après prise en compte des opérations de réorganisation du capital préalables à ladite admission) ;
- du placement, dans le cadre d'une offre à prix ouvert auprès du public en France (l'« **Offre à Prix Ouvert** ») et d'un placement global auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France (le « **Placement Global** » et, ensemble avec l'Offre à Prix Ouvert, l'« **Offre** »), d'actions ordinaires nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public, d'un montant d'environ 350 millions d'euros, prime d'émission incluse (correspondant, à titre indicatif, à 18.918.919 actions nouvelles au maximum, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix), et de leur admission aux négociations sur Euronext Paris ;
- du placement d'un nombre maximum de 2.702.702 actions ordinaires cédées par (i) certains membres de la famille Klabar et certaines entités contrôlées par la famille Klabar (les « **Actionnaires Familiaux** »), (ii) Spiral Holdings BV (« **Spiral Holdings BV** »), (iii) Spiral Holdings SCA (« **Spiral Holdings SCA** ») et (iv) certains salariés et dirigeants, anciens ou actuels du Groupe (les « **Managers** » et ensemble avec les Actionnaires Familiaux, Spiral Holdings BV, Spiral Holdings SCA, les « **Actionnaires Cédants** ») ; et
- du placement d'un nombre maximum de 3.243.244 actions ordinaires supplémentaires cédées par Spiral Holdings BV et Spiral Holdings SCA, en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix).

Durée de l'Offre à Prix Ouvert : du 5 octobre 2021 au 13 octobre 2021 (inclus)

Durée du Placement Global : du 5 octobre 2021 au 14 octobre 2021 (12 heures (heure de Paris))

**Fourchette indicative de prix applicable à l'Offre à Prix Ouvert et au Placement Global :
entre 18,50 euros et 20 euros par action**

Le prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global pourra être fixé en-dessous de 18,50 euros par action.

En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette indicative de prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global ou de fixation du prix au-dessus de 20 euros par action, les ordres de souscription émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert pourront être révoqués pendant au moins 3 jours de bourse.



Le prospectus est composé d'une note d'opération, d'un résumé, du document d'enregistrement et d'un supplément au document d'enregistrement.

Le document d'enregistrement a été approuvé le 17 septembre 2021 sous le numéro I. 21-052 par l'AMF. Le supplément au document d'enregistrement a été approuvé le 4 octobre 2021 sous le numéro I.21-059 par l'AMF.

Ce prospectus a été approuvé le 4 octobre 2021 sous le numéro 21-431 par l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente pour l'application des dispositions du règlement (UE) 2017/1129. L'AMF approuve ce prospectus après avoir vérifié que les informations qu'il contient sont complètes cohérentes et compréhensibles.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'émetteur et sur la qualité des titres financiers faisant l'objet du prospectus. Les investisseurs sont invités à procéder à leur propre évaluation de l'opportunité d'investir dans les titres financiers concernés. Il est valide jusqu'au 18 octobre 2021 et, pendant cette période et dans les conditions de l'article 23 du règlement (UE) 2017/1129, devra être complété par un supplément au prospectus en cas de faits nouveaux significatifs ou d'erreurs ou inexactitudes substantielles.

Le prospectus (le « **Prospectus** ») est composé :

- du document d'enregistrement de la société OVH Groupe (« **OVH Groupe** » ou la « **Société** »), approuvé par l'AMF le 17 septembre 2021 sous le numéro I. 21-052 (le « **Document d'Enregistrement** »),
- du supplément au document d'enregistrement de la Société, approuvé par l'AMF le 4 octobre 2021 sous le numéro I. 21-052 (le « **Supplément au Document d'Enregistrement** »),

- de la présente note d'opération, et
- du résumé du Prospectus (inclus dans la note d'opération).

Des exemplaires du Prospectus sont disponibles sans frais au siège social d'OVH Groupe, 2 rue Kellermann, 59100 Roubaix, France. Le Prospectus peut également être consulté sur le site Internet d'OVH Groupe (<https://ipo.ovhcloud.com/>) et sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

<i>Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés</i>			
BNP PARIBAS	CITIGROUP	J.P. MORGAN	KKR
<i>Chefs de File et Teneurs de Livre Associés</i>			
CREDIT SUISSE	GOLDMAN SACHS	MORGAN STANLEY	SOCIETE GENERALE
	BANK EUROPE SE		
<i>Chef de File Associé</i>			
	CIC		

REMARQUES GÉNÉRALES

La société OVH Groupe, société anonyme de droit français (depuis le 28 septembre 2021), au capital social de 170 778 796,29 euros, dont le siège social est sis 2 rue Kellermann, 59100 Roubaix, France, immatriculée sous le numéro d'identification 537 407 926 (RCS de Lille Métropole) est dénommée la « **Société** » dans le présent Prospectus.

L'expression le « **Groupe** » ou « **OVHcloud** » désigne, sauf précision contraire expresse, la Société ainsi que ses filiales et participations directes et indirectes.

L'expression les « **Opérations de Réorganisation du Capital** » désigne (i) la conversion de l'ensemble des actions de préférence de catégorie A (les « **ADP A** ») en actions ordinaires préalablement au règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, telle que décrite au paragraphe 6.1 du Document d'Enregistrement, en application des termes et conditions des ADP A, après avoir réduit leur valeur nominale d'un montant maximum de 23 cents par action, pour porter leur valeur nominale à un montant compris entre 1,00€ et 1,23€ par ADP A, (ii) la conversion des deux actions de préférence de catégorie C (les « **ADP C** ») en actions ordinaires à la date de règlement-livraison de l'Offre, selon un ratio de conversion d'une ADP C pour une action ordinaire, en application des termes et conditions des ADP C et (iii) la fusion-absorption des sociétés MANOVH et MENOVH par la Société devant intervenir le jour du règlement-livraison de l'Offre, après réalisation d'une souscription par Jezby Ventures SAS à une augmentation de capital de MANOVH et de MENOVH.

Informations prospectives

Le Prospectus contient des indications sur les perspectives et axes de développement du Groupe. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entend », « devrait », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaite », « pourrait », ou, le cas échéant, la forme négative de ces termes, ou toute autre variante ou terminologie similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par le Groupe. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. En outre, la matérialisation de certains risques décrits au Chapitre 3 « Facteurs de risque » du Document d'Enregistrement est susceptible d'avoir un impact sur la réputation, les activités, la situation financière et les résultats du Groupe et/ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

L'attention du lecteur est attirée sur le fait que la réalisation de ces objectifs et de ces déclarations prospectives et ces informations sur les objectifs peuvent être affectées par des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats futurs, les performances et les réalisations du Groupe soient significativement différents des objectifs formulés ou suggérés. Le Groupe peut ne pas être en mesure d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels.

Informations sur les marchés et la concurrence

Le Prospectus contient des informations sur les marchés du Groupe et ses positions concurrentielles, y compris des informations relatives à la taille et aux perspectives de croissance de ces marchés, ainsi qu'aux parts de marché du Groupe. Outre les estimations réalisées par le Groupe, les éléments sur lesquels sont fondées les déclarations du Groupe proviennent d'études et statistiques d'organismes tiers (voir le paragraphe 1.3 « Informations provenant de tierces parties » du Document d'Enregistrement) et d'organisations professionnelles ou encore de chiffres publiés par les concurrents, les fournisseurs et les clients du Groupe. Certaines informations contenues dans le Prospectus sont des informations publiquement disponibles que la Société considère comme fiables mais qui n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. La Société ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les segments d'activités obtiendrait les mêmes résultats. La Société ne prend aucun engagement, ni ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de ces informations. Il est possible que ces informations s'avèrent erronées ou ne soient plus à jour. Le Groupe ne prend aucun engagement de publier des mises à jour de ces informations, excepté dans le cadre de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable.

Facteurs de risque

Parmi les informations contenues dans le Prospectus, les investisseurs sont invités à lire attentivement les facteurs de risque détaillés au Chapitre 3 du Document d'Enregistrement et au Chapitre 2 de la présente note d'opération avant de prendre leur décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable sur la réputation, les activités, la situation financière, les résultats du Groupe et/ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs ainsi que sur le prix de marché des actions de la Société une fois celles-ci admises aux négociations sur Euronext Paris. En outre, d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par le Groupe à la date du Prospectus, pourraient également avoir un effet défavorable.

Données chiffrées

Certaines données chiffrées (y compris les données exprimées en milliers ou millions) et pourcentages présentés dans le Prospectus ont fait l'objet d'arrondis. Le cas échéant, les totaux présentés dans le Prospectus peuvent présenter des écarts non significatifs par rapport à ceux qui auraient été obtenus en additionnant les valeurs exactes (non arrondies) de ces données chiffrées.

Glossaire

Un glossaire reprenant les définitions des principaux termes techniques et agrégats financiers utilisés dans le présent Prospectus figure à la fin du Document d'Enregistrement.

SOMMAIRE

1	PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS ET RAPPORTS D'EXPERTS	8
1.1	RESPONSABLE DU PROSPECTUS.....	8
1.2	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU PROSPECTUS	8
1.3	RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE	8
1.4	RAPPORT D'EXPERT.....	8
1.5	INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT D'UNE TIERCE PARTIE.....	8
1.6	APPROBATION DE L'AUTORITE COMPETENTE	8
2	FACTEURS DE RISQUE.....	9
3	INFORMATIONS ESSENTIELLES.....	12
3.1	DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET CONSOLIDE	12
3.2	CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT.....	12
3.3	INTERETS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE	13
3.4	RAISONS DE L'OFFRE ET UTILISATION DU PRODUIT	14
4	INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES Á LA NÉGOCIATION SUR EURONEXT PARIS	15
4.1	NATURE, CATEGORIE ET DATE DE JOUISSANCE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION.....	15
4.2	DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS.....	16
4.3	FORME ET MODE D'INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS	16
4.4	DEVISE.....	16
4.5	DROITS ATTACHES AUX ACTIONS	16
4.6	AUTORISATIONS.....	19
4.7	DATE PREVUE DE REGLEMENT-LIVRAISON DES ACTIONS.....	22
4.8	IDENTITE DE L'OFFREUR DE VALEURS MOBILIERES (S'IL NE S'AGIT PAS DE L'EMETTEUR).....	22
4.9	RESTRICTIONS A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS	22
4.10	REGLEMENTATION FRANÇAISE EN MATIERE D'OFFRES PUBLIQUES	22
4.10.1	Offre publique obligatoire	22
4.10.2	Offre publique de retrait et retrait obligatoire	22
4.11	OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT INITIEES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE LA SOCIETE DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS.....	23
4.12	RETENUE A LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES	23
4.12.1	Actionnaires dont la résidence fiscale est située en France.....	23
4.12.2	Actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France	25
4.13	TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIERES FRANÇAISE (« TTF FRANÇAISE ») ET DROITS D'ENREGISTREMENT	28
5	CONDITIONS DE L'OFFRE	29
5.1	CONDITIONS DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES DES DEMANDES D'ACHAT.....	29
5.1.1	Conditions de l'Offre	29
5.1.2	Montant de l'Offre	30
5.1.3	Procédure et période de l'Offre	30
5.1.4	Révocation ou suspension de l'Offre.....	33
5.1.5	Réduction des ordres.....	33
5.1.6	Nombre minimal ou maximal d'actions sur lequel peut porter un ordre de souscription	33
5.1.7	Révocation des ordres de souscription	34
5.1.8	Versement des fonds et modalités de délivrance des Actions Offertes	34
5.1.9	Publication des résultats de l'Offre.....	34
5.2	PLAN DE DISTRIBUTION ET D'ALLOCATION DES VALEURS MOBILIERES	34

5.2.1	Catégorie d'investisseurs potentiels - Pays dans lesquels l'Offre sera ouverte - Restrictions applicables à l'Offre	34
5.2.2	Intentions d'achat des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait passer un ordre d'achat et de souscription de plus de 5%	37
5.2.3	Information pré-allocation	37
5.2.4	Notification aux souscripteurs.....	37
5.3	FIXATION DU PRIX DES ACTIONS OFFERTES.....	37
5.3.1	Méthode de fixation du prix des Actions Offertes	37
5.3.2	Procédure de publication du Prix de l'Offre et des modifications des paramètres de l'Offre	37
5.3.3	Restrictions ou suppression du droit préférentiel de souscription	39
5.3.4	Disparité de prix	39
5.4	PLACEMENT ET GARANTIE.....	39
5.4.1	Coordonnées des Garants	39
5.4.2	Coordonnées de l'établissement en charge du service des titres et du service financier	40
5.4.3	Garantie	40
5.4.4	Engagement de conservation.....	41
5.4.5	Date de signature du Contrat de Garantie et de règlement-livraison des Actions Offertes....	41
6	ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION	42
6.1	ADMISSION AUX NEGOCIATIONS.....	42
6.2	PLACE DE COTATION.....	42
6.3	OFFRE CONCOMITANTE D'ACTIONS	42
6.4	CONTRAT DE LIQUIDITE.....	43
6.5	STABILISATION - INTERVENTIONS SUR LE MARCHE	43
6.6	OPTION DE SURALLOCATION	43
7	DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE	45
7.1	PERSONNES OU ENTITES SOUHAITANT VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE	45
7.2	NOMBRE ET CATEGORIE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES PAR LES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE.....	45
7.3	PARTICIPATION DE L'ACTIONNAIRE MAJORITAIRE.....	46
7.4	ENGAGEMENTS D'ABSTENTION ET DE CONSERVATION DES TITRES	46
7.4.1	Engagement d'abstention pris par la Société.....	46
7.4.2	Engagement de conservation des titres.....	47
8	DÉPENSES LIÉES À L'OFFRE	50
9	DILUTION.....	51
9.1	INCIDENCE DE L'OFFRE SUR LA QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIETE	51
9.2	MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RESULTANT IMMEDIATEMENT DE L'OFFRE	51
9.3	REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE.....	51
10	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.....	58
10.1	CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'OFFRE	58
10.2	AUTRES INFORMATIONS VERIFIEES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES	58

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Prospectus approuvé en date du 4 octobre 2021 par l'AMF sous le numéro 21-431

Section 1 – Introduction
<p>Nom et code ISIN (numéro international d'identification des valeurs mobilières) des valeurs mobilières Libellé pour les actions : OVH. Code ISIN : FRO014005HJ9.</p> <p>Identité et coordonnées de l'émetteur, y compris son identifiant d'entité juridique (LEI) Dénomination sociale : OVH Groupe (la « Société » et, avec l'ensemble de ses filiales et participations, le « Groupe » ou « OVHcloud »). Lieu et numéro d'immatriculation : R.C.S. Lille Métropole 537 407 926. LEI : 9695001J8OSOVX4TP939.</p> <p>Identité et coordonnées de l'autorité compétente qui a approuvé le Prospectus Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») - 17 Place de la Bourse, 75002 Paris, France. Le Document d'Enregistrement de la Société a été approuvé le 17 septembre 2021 sous le numéro I. 21-052 par l'AMF. Le Supplément au Document d'Enregistrement de la Société a été approuvé le 4 octobre 2021 sous le numéro I.21-059 par l'AMF.</p> <p>Date d'approbation du Prospectus 4 octobre 2021.</p> <p>Avertissement au lecteur Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus. Toute décision d'investir dans les valeurs mobilières qui font l'objet d'une offre au public ou dont l'admission aux négociations sur un marché réglementé est demandée doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l'investisseur.</p> <p>L'investisseur pourrait perdre la totalité ou une partie des sommes qu'il investirait dans les actions de la Société dans le cas d'une baisse du cours des actions de la Société. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de l'Union Européenne ou parties à l'accord sur l'Espace Economique Européen, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou incohérent, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces valeurs mobilières.</p>
Section 2 – Informations clés sur l'émetteur
2.1 - Qui est l'émetteur des valeurs mobilières ?
<ul style="list-style-type: none">- Dénomination sociale : OVH Groupe- Siège social : 2 rue Kellermann, 59100 Roubaix, France- Forme juridique : société anonyme, à conseil d'administration (depuis le 28 septembre 2021)- Droit applicable : droit français- Pays d'origine : France. <p>Principales activités</p> <p>OVHcloud est le principal fournisseur européen de services cloud. Le Groupe compte 1,6 million de clients, dont des entreprises en transition vers le cloud, des « pure players » du numérique et des entités publiques répartis dans plus de 140 pays, à qui il propose une gamme complète de solutions cloud. Seul acteur européen d'envergure spécialisé dans le cloud, OVHcloud est idéalement positionné pour capter la croissance exponentielle de ce marché et la demande grandissante en matière de souveraineté des données.</p> <p>Fondé par Octave Klaba en 1999 et dirigé par son Directeur général Michel Paulin, OVHcloud fournit aux entreprises un large éventail de solutions couvrant le cloud privé, public et web, conçues pour répondre à une demande croissante en matière de cloud hybride et multi-cloud. OVHcloud est l'un des deux principaux fournisseurs de services de cloud privé en Europe, et le premier acteur en Europe continentale. Au regard de son offre actuelle, de sa présence sur le marché et de sa stratégie, OVHcloud est également un leader européen des services de « Hosted Private Cloud ». Le Groupe est de plus en plus actif sur le marché du cloud public : il en est le premier fournisseur européen, et le cinquième acteur en Europe.</p> <p>OVHcloud s'adresse à un marché mondial des services d'infrastructure de cloud et de plateforme logicielle estimé à 100-120 milliards d'euros en 2020 (dont environ 60 à 80 milliards d'euros pour les services d'infrastructure), qui a connu une forte croissance ces dernières années, les entreprises se tournant de plus en plus vers les fournisseurs de services cloud pour leurs besoins informatiques. OVHcloud prévoit la poursuite d'une croissance robuste du marché dans les années à venir, sous l'effet de l'augmentation des dépenses informatiques des entreprises consacrées au cloud, et de l'innovation qui entraîne une demande accrue pour le cloud.</p> <p>Au cours de l'exercice clos le 31 août 2020 (exercice 2020), OVHcloud a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 632 millions d'euros. 62 % de ses revenus pour l'exercice 2020 ont été réalisés à partir de solutions de cloud privé, 13 % à partir de solutions de cloud public et 25 % à partir de solutions de cloud web et autres. OVHcloud a réalisé 52 % de son chiffre d'affaires de l'exercice 2020 avec des clients en France, 28 % ailleurs en Europe et 20 % dans le reste du monde. L'EBITDA ajusté d'OVHcloud s'est élevé à 263 millions d'euros au cours de l'exercice 2020, son résultat opérationnel à 30,6 millions d'euros et son flux de trésorerie opérationnel (net des dépenses d'investissement récurrentes) à 139 millions d'euros. Au 31 août 2020, OVHcloud avait une dette financière nette (incluant les dettes locatives) de 576 millions d'euros (2,2 fois l'EBITDA ajusté de l'exercice 2020) et des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société de 120 millions d'euros. L'EBITDA courant est passé de 147,2 millions d'euros au cours de l'exercice 2018, à 205,8 millions d'euros au cours de l'exercice 2019, soit une croissance de 58,6 millions d'euros, ou 39,8 %.</p> <p>L'activité d'OVHcloud a continué de croître pendant la période de neuf mois se terminant au 31 mai 2021 (les « neuf mois 2021 »). Le chiffre d'affaires a augmenté de 4,9 % par rapport à la même période de l'exercice 2020 (les « neuf mois 2020 »), porté notamment par le segment cloud public et le dynamisme du canal digital sur l'ensemble des segments et régions, compensé par un effet de change négatif, des facteurs non-récurrents aux Etats-Unis, et l'impact de l'incendie de Strasbourg. La marge d'EBITDA ajusté pour les neuf mois 2021 a maintenu son fort niveau de l'exercice 2020, se situant à 40,1 %, avec une marge brute en légère diminution en pourcentage du chiffre d'affaires (0,4 point), des coûts commerciaux et marketing en hausse, et une bonne maîtrise des frais généraux et administratifs. L'EBITDA courant a augmenté de 23,9 % au cours de l'exercice 2020, reflétant l'augmentation des revenus et les charges d'exploitation essentiellement stables enregistrées par le Groupe. L'EBITDA courant a augmenté de 4,2 % au cours des neuf mois 2021. L'EBITDA courant est relativement stable en pourcentage du chiffre d'affaires, passant de 39,3 % sur les neuf mois 2020 à 39,0 % sur les neuf mois 2021. Cette stabilité reflète la bonne performance opérationnelle, ainsi que les effets compensatoires de l'impact de l'incendie de Strasbourg sur le chiffre d'affaires, et</p>

de l'augmentation des charges de personnel capitalisées. Le résultat opérationnel a été impacté par une augmentation des charges d'amortissement résultant de la croissance des capex sur l'exercice 2020, et surtout des charges non-récurrentes liées à l'incendie de Strasbourg. Le résultat net pour la période a été négatif, sous le poids de ces charges non-récurrentes.

Actionnariat à la date du Prospectus

La répartition du capital de la Société présentée ci-après tient compte des opérations de réorganisation du capital suivantes devant intervenir avant la réalisation du règlement-livraison des Actions Offertes Initiales (les « **Opérations de Réorganisation du Capital** ») : (i) la conversion de l'ensemble des actions de préférence de catégorie A (les « **ADP A** ») émises par la Société en actions ordinaires au jour du règlement-livraison de l'Offre, en application des termes et conditions des ADP A, après réduction de leur valeur nominale d'un montant maximum de 23 cents par action, pour porter leur valeur nominale à un montant compris entre 1,00€ et 1,23€ par ADP A et (ii) la conversion de l'ensemble des actions de préférence de catégorie C (les « **ADP C** ») en actions ordinaires à la date de règlement-livraison de l'Offre, selon un ratio de conversion d'une ADP C pour une action ordinaire, en application des termes et conditions des ADP C, et (iii) la fusion-absorption des sociétés MANOVH et MENOVIH par la Société devant intervenir le jour du règlement-livraison de l'Offre, après réalisation d'une souscription par Jezby Ventures SAS à une augmentation de capital de MANOVH et de MENOVIH.

Cette répartition du capital a été établie à titre illustratif sur la base de la borne inférieure ou de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, selon le cas.

Actionnaires	Borne inférieure de la fourchette de prix			Borne supérieure de la fourchette de prix		
	Détenition			Détenition		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Famille Klabat	18.304.220	10,79%	10,79%	18.370.521	10,89%	10,89%
Digital Scale SAS ³	25.519.435	15,05%	15,05%	25.519.435	15,13%	15,13%
Yellow Source SAS ³	24.026.666	14,17%	14,17%	24.026.666	14,25%	14,25%
Deep Code SAS ⁴	25.505.256	15,04%	15,04%	25.505.256	15,12%	15,12%
Bleu Source SAS ⁴	24.026.666	14,17%	14,17%	24.026.666	14,25%	14,25%
Innolys SAS ⁵	13.146.668	7,75%	7,75%	13.146.668	7,80%	7,80%
Invest Bleu SAS	432.433	0,25%	0,25%	400.000	0,24%	0,24%
Jezby Ventures SAS	1.028.812	0,61%	0,61%	951.650	0,56%	0,56%
Total concert (famille Klabat et entités contrôlées par la famille Klabat)	131.990.156	77,82%	77,82%	131.946.862	78,24%	78,24%
Spiral Holdings BV ⁶	16.371.075	9,65%	9,65%	15.890.663	9,42%	9,42%
Spiral Holdings SCA ⁷	16.371.075	9,65%	9,65%	15.890.663	9,42%	9,42%
Salariés et dirigeants anciens ou actuels du groupe et administrateurs ⁸	4.881.366	2,88%	2,88%	4.910.170	2,91%	2,91%
TOTAL	169.613.672	100,00%	100,00%	168.638.358	100,00%	100,00%

(1) En prenant pour hypothèse une conversion des Actions de Préférence A en Actions Ordinaires sur la base des parités entre les valeurs nominales respectives

(2) La famille Klabat comprend MM. Henrik, Octave et Mirosław Klabat et Mme Halina Klabat.

(3) Entités contrôlées par M. Octave Klabat et les membres de sa famille

(4) Entités contrôlées par M. Mirosław Klabat et les membres de sa famille

(5) Entité détenue par MM. Octave et Mirosław Klabat

(6) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement gérés ou conseillés par TowerBrook Capital Partners

(7) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement ou autres entités gérés ou conseillés par KKR

(8) Hors administrateurs représentant la famille Klabat, et y compris un administrateur n'ayant pas vocation à le demeurer à la date du règlement-livraison de l'introduction en bourse

La Société est contrôlée par le concert formé entre la famille Klabat et les entités contrôlées par la famille Klabat qui détient la majorité du capital et des droits de vote de la Société.

Principaux dirigeants

Monsieur Octave Klabat, Président du Conseil d'administration de la Société.

Monsieur Michel Paulin, Directeur général de la Société.

En outre, la Société est composée d'une équipe de direction dont sont membres Monsieur Thierry Souche, Monsieur Yann Leca, Monsieur François Sterin, Monsieur Sylvain Rouri, Monsieur Dominique Michiels, Madame Line Cadel, Madame Cristina Guttuso, Monsieur Frédéric Etheve, Monsieur Axel McNamara et Madame Ludvine Boutry (le « **Comité exécutif** »).

Contrôleurs légaux des comptes

Grant Thornton (29 rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine, France), membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et du Centre, représenté par Pascal Leclerc et Vincent Papazian ; **KPMG** (2 avenue Gambetta, Tour Egho, 92066 Paris La Défense Cedex, France), membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre, représenté par Jacques Pierre et François Bloch.

2.2 - Quelles sont les informations financières clés concernant l'émetteur ?

Informations financières sélectionnées

Les informations financières sélectionnées ci-dessous sont issues des états financiers consolidés du Groupe établis conformément aux normes IFRS au titre des exercices clos les 31 août 2020, 2019 et 2018 et des états financiers résumés consolidés intermédiaires du Groupe au titre de la période de neuf mois close le 31 mai 2021, ayant respectivement fait l'objet d'un rapport d'audit et d'un rapport d'examen limité par les commissaires aux comptes de la Société.

Informations financières sélectionnées du compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 août 2020	Exercice clos le 31 août 2019	Exercice clos le 31 août 2018	Neuf mois 2021	Neuf mois 2020
Chiffre d'affaires.....	632,1	580,4	511,7	495,1	472,0
Résultat opérationnel..	30,6	(14,4)	(22,7)	(39,6)	25,8

EBITDA courant.....	255,0	205,8	147,2	193,2	185,5
Résultat net.....	(11,3)	(40,9)	(27,9)	(44,9)	(4,7)

Informations financières sélectionnées du bilan consolidé					
(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 août 2020	Exercice clos le 31 août 2019	Exercice clos le 31 août 2018	Neuf mois 2021	Neuf mois 2020
Total des actifs	1 055,1	897,7	894,1	1 118,3	
Total des capitaux propres..	120,4	284,2	317,9	87,5	
Total des passifs	1 055,1	897,7	894,1	1 118,3	

Informations financières sélectionnées des flux de trésorerie consolidés					
(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 août 2020	Exercice clos le 31 août 2019	Exercice clos le 31 août 2018	Neuf mois 2021	Neuf mois 2020
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	270,4	165,4	157,5	205,5	199,9
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement.....	(299,9)	(214,8)	(316,7)	(257,5)	(190,0)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	91,0	24,915	125,1	(2,1)	106,4

Principaux indicateurs de performance financiers					
(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 août 2020	Exercice clos le 31 août 2019	Exercice clos le 31 août 2018	Neuf mois 2021	Neuf mois 2020
Chiffre d'affaires.....	632,1	580,4	511,7	495,1	472,0

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 août 2020	Exercice clos le 31 août 2019	Exercice clos le 31 août 2018	Neuf mois 2021	Neuf mois 2020
EBITDA courant.....	255,0	205,8	147,2	193,2	185,5
EBITDA ajusté ⁽¹⁾	263,1	213,1	155,4	198,4	191,9

⁽¹⁾ En complément de l'EBITDA courant, le Groupe suit un EBITDA ajusté correspondant à l'EBITDA courant retraité des charges liées aux rémunérations fondées sur des actions. Le Groupe exclut de son EBITDA ajusté les charges liées aux rémunérations fondées sur des actions parce qu'il considère qu'elles ne reflètent pas la performance opérationnelle courante du Groupe et qu'elles n'ont pas d'impact direct sur la trésorerie (hormis pour les charges sociales et patronales associées ou en cas de décision par le Groupe de rachat de ses titres). En outre, à l'avenir le Groupe prévoit d'exclure de son EBITDA ajusté les charges résultant de l'étalement des compléments de prix d'acquisition car il considère qu'elles ne reflètent pas la performance opérationnelle courante du Groupe. Cette dernière exclusion n'a pas d'impact sur les exercices 2018, 2019 et 2020 ou sur les neuf premiers mois de l'exercice 2021.

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 août 2020	Exercice clos le 31 août 2019	Exercice clos le 31 août 2018	Neuf mois 2021	Neuf mois 2020
Dépenses d'investissement (hors acquisitions d'entreprises) (Capex)	276,0	214,8	306,0	257,5	190,0

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 août 2020	Exercice clos le 31 août 2019	Exercice clos le 31 août 2018	Neuf mois 2021
Dettes financières nettes.....	575,6	365,1	293,8	656,1

Estimés 2021

Le chiffre d'affaires consolidé d'OVHcloud pour l'exercice 2021 est estimé à 663 millions d'euros contre un chiffre d'affaires de 632 millions d'euros pour l'exercice 2020. La marge d'EBITDA ajusté pour l'exercice clos le 31 août 2021 est estimée entre 38 % et 40 % du chiffre d'affaires. Après déduction des charges de rémunération fondée sur les actions et des charges résultant de l'étalement des compléments de prix d'acquisition, la marge d'EBITDA courant pour la même période est estimée entre 35 % et 37 % du chiffre d'affaires.

La croissance du chiffre d'affaires a donné lieu à une augmentation mécanique du montant des encaissements clients, dont l'essentiel règle le comptant au moment de la mise en place du service. Par conséquent, la variation du besoin en fonds de roulement devrait correspondre à un flux de trésorerie positif estimé à plus de 5 millions d'euros pour l'exercice 2021 (en excluant, au 31 août 2021, la créance résultant du produit d'indemnité d'assurance de 58 millions d'euros). En ce qui concerne les capex, leur niveau devrait s'établir dans les fourchettes suivantes pour l'exercice 2021 : entre 16 % et 20 % du chiffre d'affaires pour les capex récurrents (les investissements liés à l'incendie de Strasbourg ne sont pas inclus dans les capex récurrents), et entre 30 % et 34 % du chiffre d'affaires pour les capex de croissance, incluant certains investissements liés à l'incendie de Strasbourg et au plan d'hyper-résilience adopté à la suite de l'incendie.

La dette financière nette (hors dettes locatives IFRS 16) au 31 août 2021 s'établit à 656,1 millions d'euros. OVHcloud entend poursuivre sa stratégie de croissance externe de manière financièrement responsable, en visant un ratio de levier financier ne dépassant pas 3,0 (le ratio de levier financier est la dette financière nette divisée par l'EBITDA ajusté) sur la base de son évaluation actuelle des opportunités d'acquisition potentielles.

Objectifs 2022 – 2025

A moyen terme, OVHcloud cherchera à accélérer la croissance de son chiffre d'affaires, grâce à la montée en puissance de ses initiatives stratégiques, dont notamment le déploiement de son offre PaaS, l'accélération de son activité en Europe (hors France), aux Etats-Unis et en Asie, l'acquisition de nouveaux clients par le canal digital, et une augmentation de sa base de clients entreprises. Son ambition est de réaliser un taux de croissance organique du chiffre d'affaires aux alentours de 25% à horizon 2025. OVHcloud prévoit qu'environ un quart de cette hausse de la croissance de son chiffre d'affaires proviendra d'une évolution de son mix d'activités, environ un tiers de la croissance de son PaaS, environ un quart de son expansion internationale et environ un sixième de l'évolution du marché vers les clouds hybrides et multiples, ainsi que de l'accent mis sur la souveraineté des données.

2.3 - Quels sont les risques spécifiques à l'émetteur ?					
Un investissement dans les titres de la Société comprend de nombreux risques et incertitudes liés aux activités du Groupe pouvant résulter en une perte partielle ou totale de leur investissement pour les investisseurs, notamment :					

Risques liés à la cybersécurité :

- Risques liés à un incident de cybersécurité qui pourrait avoir un impact sur la capacité d'OVHcloud à fournir un service aux clients et pourrait affecter défavorablement sa réputation.

Risques liés au marché et à la position concurrentielle d'OVHcloud :

- Risques liés à la croissance d'OVHcloud qui dépend de l'augmentation des dépenses informatiques et de l'utilisation du cloud par les entreprises ;
- Risques liés aux marchés sur lesquels OVHcloud opère qui sont hautement concurrentiels et, si OVHcloud ne parvient pas à fournir des solutions cloud avancées et à adapter son offre pour répondre aux besoins des clients, son activité, sa situation financière et ses résultats d'exploitation pourraient en pâtir.

Risques liés aux opérations d'OVHcloud :

- Risques liés à la pandémie de COVID-19 qui a eu et pourrait continuer à avoir un impact défavorable sur l'activité d'OVHcloud.

Risques liés aux activités d'OVHcloud :

- Risques résultant d'un incendie majeur dans le centre de données d'OVHcloud à Strasbourg ;
- Risques liés à de nombreuses installations d'OVHcloud qui sont situées dans d'anciens bâtiments industriels qui pourraient présenter des défauts structurels et défaillances sur le plan environnemental existants.

Risques juridiques, de conformité et fiscaux :

- Risques liés au fait qu'il peut être difficile ou coûteux de se conformer à l'évolution de la législation et des exigences en matière de protection des données, de cloud et autres lois et réglementations en matière de données.

Risques financiers et comptables :

- Risques liés à l'endettement actuel et futur d'OVHcloud.

Autres risques :

- Risques liés au fait qu'OVHcloud a conclu, et peut continuer à conclure, certaines conventions avec des parties liées.

Section 3 – Informations clés sur les valeurs mobilières**3.1 – Quelles sont les principales caractéristiques des valeurs mobilières ?**

Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (« **Euronext Paris** ») est demandée sont :

- les actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public d'un montant d'environ 350 millions d'euros, prime d'émission incluse (correspondant à 18.918.919 actions nouvelles au maximum, sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) (les « **Actions Nouvelles** ») ; et
- l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social de la Société à l'issue des Opérations de Réorganisation du Capital, toutes de même valeur nominale, intégralement souscrites, entièrement libérées et de même catégorie (Code ISIN : FR0014005HJ9) (les « **Actions Existantes** »).

Les Actions Existantes comprendront un nombre maximum de 2.702.702 Actions Existantes cédées par les Actionnaires Cédants (les « **Actions Cédées Initiales** ») et, ensemble avec les Actions Nouvelles, les « **Actions Offertes Initiales** ») ainsi qu'un nombre maximum de 3.243.244 actions cédées supplémentaires en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (tel que ce terme est défini ci-après) (les « **Actions Cédées Supplémentaires** ») et, ensemble avec les Actions Cédées Initiales, les « **Actions Cédées** »).

Les Actions Cédées comprendront, en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation, (i) un nombre maximum de 864.865 Actions Existantes cédées par certains membres de la famille Klabar et certaines entités contrôlées par la famille Klabar (les « **Actionnaires Familiaux** »), (ii) un nombre maximum de 2.112.504 Actions Existantes cédées par Spiral Holdings BV (« **Spiral Holdings BV** »), (iii) un nombre maximum de 2.112.504 Actions Existantes cédées par Spiral Holdings SCA (« **Spiral Holdings SCA** ») et (iv) un nombre maximum de 856.073 Actions Existantes cédées par certains salariés et dirigeants, anciens ou actuels du Groupe (les « **Managers** ») et ensemble avec les Actionnaires Familiaux, Spiral Holdings BV, Spiral Holdings SCA, les « **Actionnaires Cédants** »).

Les Actions Nouvelles et les Actions Cédées sont définies ensemble comme les « **Actions Offertes** » et sont offertes dans le cadre de l'Offre (tel que ce terme est défini ci-après).

Monnaie, dénomination et nombre de valeurs mobilières émises

Devise : Euro.

Libellé pour les actions : OVH.

A la date du Prospectus, la valeur nominale par action ordinaire est égale à un euro.

Droits attachés aux actions :

Les actions porteront jouissance courante. En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société qui régiront la Société à compter de son introduction en bourse, les principaux droits attachés aux actions de la Société seront les suivants : (i) droit à dividendes et droit de participation aux bénéfices de la Société, (ii) droit de participer aux assemblées générales d'actionnaires, (iii) droit de vote, (iv) droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie et (v) droit de participation à tout excédent en cas de liquidation. Les statuts de la Société, tels que modifiés et avec effet à la date et sous réserve de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, excluent expressément le droit de vote double prévu à l'article L.22-10-46 du Code de commerce.

Rang relatif des valeurs mobilières dans la structure du capital de l'émetteur en cas d'insolvabilité :

Sans objet.

Restriction imposée à la libre négociabilité des actions :

Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société.

Politique en matière de dividendes :

La Société n'a procédé à aucun versement de dividendes au titre des exercices clos les 31 août 2020, 2019 et 2018. Le Groupe n'envisage pas de verser des dividendes à moyen terme ; la trésorerie disponible du Groupe sera en effet affectée au soutien de sa stratégie de croissance.

3.2 – Où les valeurs mobilières seront-elles négociées ?

L'admission des 18.918.919 Actions Nouvelles et de l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social de la Société à l'issue des Opérations de Réorganisation du Capital, dont le nombre maximum est de 169.613.672 (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre), est demandée sur le compartiment A d'Euronext Paris. Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché n'a été formulée par la Société.

3.3 – Les valeurs mobilières font-elles l’objet d’une garantie ?																	
L’Offre fait l’objet d’un contrat de garantie dans les conditions décrites à la section 4.2 du résumé du Prospectus ci-après. Cette garantie ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l’article L.225-145 du code de commerce.																	
3.4 – Quels sont les principaux risques spécifiques aux valeurs mobilières ?																	
<p>Un investissement dans les titres de la Société comprend de nombreux risques et incertitudes pouvant résulter en une perte partielle ou totale de leur investissement pour les investisseurs, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le cours des actions de la Société est susceptible d’être affecté par une volatilité importante ; - Un marché liquide des actions de la Société pourrait ne pas se développer ou perdurer ; - La cession par les principaux actionnaires d’un nombre important d’actions de la Société, à l’issue de la période de conservation, pourrait avoir un impact défavorable significatif sur le prix de marché des actions de la Société ; - Le concert formé entre les Actionnaires Familiaux continuera de détenir une large majorité du capital et pourrait ainsi exercer un contrôle sur la Société et faire adopter certaines décisions par l’assemblée générale ordinaire, voire par l’assemblée générale extraordinaire. 																	
Section 4 – Informations clés sur l’offre au public de valeurs mobilières et/ou l’admission à la négociation sur un marché réglementé																	
4.1 – A quelles conditions et selon quel calendrier puis-je investir dans cette valeur mobilière ?																	
<p>Structure de l’Offre : il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre d’une offre globale (l’« Offre »), comprenant (i) une offre au public en France réalisée sous la forme d’une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l’« Offre à Prix Ouvert » ou l’« OPO ») et (ii) un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « Placement Global »), comportant (a) un placement en France et (b) un placement privé international dans certains pays, y compris aux Etats-Unis d’Amérique en vertu de la règle 144A du <i>U.S. Securities Act</i> de 1933, tel que modifié (le « <i>Securities Act</i> ») et à l’extérieur des Etats-Unis d’Amérique en vertu de la Regulation S du <i>Securities Act</i>. Un minimum de 10% du nombre d’Actions Offertes dans le cadre de l’Offre (hors exercice éventuel de l’Option de Surallocation) sera offert dans le cadre de l’OPO. Deux catégories d’ordres de souscription sont susceptibles d’être émis en réponse à l’OPO (i) fraction d’ordre de souscription A1 : entre 10 et 200 actions incluses ; et (ii) fraction d’ordre de souscription A2 : au-delà de 200 actions. Les fractions d’ordres de souscription A1 sont prioritaires par rapport aux fractions d’ordres de souscription A2 ; un taux de réduction pouvant aller jusqu’à 100 % peut être appliqué aux fractions d’ordres de souscription A2 pour servir les fractions d’ordres de souscription A1.</p> <p>Option de Surallocation : Spiral Holdings BV et Spiral Holdings SCA consentiront à BNP Paribas agissant en qualité d’agent de la stabilisation, au nom et pour le compte des Garants, une option permettant la cession d’un nombre d’actions représentant au total un maximum de 15% du nombre d’Actions Offertes Initiales, soit, sur la base d’un Prix de l’Offre égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l’Offre, un maximum de 3.243.244 Actions Cédées Supplémentaires (l’« Option de Surallocation »).</p> <p>Fourchette indicative du Prix de l’Offre : le prix des Actions Offertes dans le cadre de l’OPO sera égal au prix des Actions Offertes dans le cadre du Placement Global (le « Prix de l’Offre »).</p> <p>La fourchette indicative du Prix de l’Offre arrêtée par le conseil d’administration de la Société est comprise entre 18,50 et 20 euros par action. Cette fourchette du Prix de l’Offre est indicative et le Prix de l’Offre pourra être fixé en dehors de cette fourchette indicative du Prix de l’Offre.</p> <p>Calendrier indicatif</p> <table> <tr> <td>4 octobre 2021</td><td>Approbation du Prospectus par l’AMF.</td></tr> <tr> <td>5 octobre 2021</td><td>Diffusion du communiqué de presse annonçant l’Offre et la mise à disposition du Prospectus. Ouverture de l’OPO et du Placement Global.</td></tr> <tr> <td>13 octobre 2021</td><td>Clôture de l’OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les achats aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les achats par Internet.</td></tr> <tr> <td>14 octobre 2021</td><td>Clôture du Placement Global à 12 heures (heure de Paris). Fixation du Prix de l’Offre. Diffusion du communiqué de presse indiquant le prix de l’Offre. Première cotation des actions de la Société sur Euronext Paris. Début de la période de stabilisation.</td></tr> <tr> <td>15 octobre 2021</td><td>Début des négociations des actions de la Société sur Euronext Paris (sur une ligne de cotation intitulée « OVH Promesses » jusqu’à la date de règlement livraison de l’OPO et du Placement Global).</td></tr> <tr> <td>18 octobre 2021</td><td>Règlement-livraison de l’OPO et du Placement Global.</td></tr> <tr> <td>19 octobre 2021</td><td>Début des négociations des actions de la Société sur Euronext Paris sur une ligne de cotation intitulée « OVH ».</td></tr> <tr> <td>13 novembre 2021</td><td>Date limite d’exercice de l’Option de Surallocation. Fin de la période de stabilisation.</td></tr> </table> <p>Modalités de souscription : les personnes désirant participer à l’OPO devront déposer leurs ordres auprès d’un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 13 octobre 2021 à 17 heures (heure de Paris) pour les achats aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les achats par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier. Pour être pris en compte, les ordres de souscription émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par l’un ou plusieurs des Garants au plus tard le 14 octobre 2021 à 12 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.</p> <p>Révocation des ordres de souscription : les ordres de souscription passés dans le cadre de l’OPO seront révocables. Les modalités pratiques de révocation des ordres sont déterminées par chaque intermédiaire financier. Il appartient donc aux investisseurs de se rapprocher de leur intermédiaire financier pour connaître ces modalités. Tout ordre de souscription émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué auprès du Garant ayant reçu cet ordre de souscription et ce jusqu’au 14 octobre 2021 à 12 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée ou prorogation.</p> <p>Répartition du capital et des droits de vote : A titre illustratif, à l’issue des Opérations de Réorganisation du Capital et de l’Offre (et sans tenir compte de l’opération concomitante d’offre réservée aux salariés), la répartition de l’actionnariat de la Société ressortirait comme suit, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l’Offre.</p>		4 octobre 2021	Approbation du Prospectus par l’AMF.	5 octobre 2021	Diffusion du communiqué de presse annonçant l’Offre et la mise à disposition du Prospectus. Ouverture de l’OPO et du Placement Global.	13 octobre 2021	Clôture de l’OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les achats aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les achats par Internet.	14 octobre 2021	Clôture du Placement Global à 12 heures (heure de Paris). Fixation du Prix de l’Offre. Diffusion du communiqué de presse indiquant le prix de l’Offre. Première cotation des actions de la Société sur Euronext Paris. Début de la période de stabilisation.	15 octobre 2021	Début des négociations des actions de la Société sur Euronext Paris (sur une ligne de cotation intitulée « OVH Promesses » jusqu’à la date de règlement livraison de l’OPO et du Placement Global).	18 octobre 2021	Règlement-livraison de l’OPO et du Placement Global.	19 octobre 2021	Début des négociations des actions de la Société sur Euronext Paris sur une ligne de cotation intitulée « OVH ».	13 novembre 2021	Date limite d’exercice de l’Option de Surallocation. Fin de la période de stabilisation.
4 octobre 2021	Approbation du Prospectus par l’AMF.																
5 octobre 2021	Diffusion du communiqué de presse annonçant l’Offre et la mise à disposition du Prospectus. Ouverture de l’OPO et du Placement Global.																
13 octobre 2021	Clôture de l’OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les achats aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les achats par Internet.																
14 octobre 2021	Clôture du Placement Global à 12 heures (heure de Paris). Fixation du Prix de l’Offre. Diffusion du communiqué de presse indiquant le prix de l’Offre. Première cotation des actions de la Société sur Euronext Paris. Début de la période de stabilisation.																
15 octobre 2021	Début des négociations des actions de la Société sur Euronext Paris (sur une ligne de cotation intitulée « OVH Promesses » jusqu’à la date de règlement livraison de l’OPO et du Placement Global).																
18 octobre 2021	Règlement-livraison de l’OPO et du Placement Global.																
19 octobre 2021	Début des négociations des actions de la Société sur Euronext Paris sur une ligne de cotation intitulée « OVH ».																
13 novembre 2021	Date limite d’exercice de l’Option de Surallocation. Fin de la période de stabilisation.																

Borne inférieure de la fourchette de prix						
Actionnaires	Détenition (hors exercice éventuel de l'Option de Surallocation)			Détenition (après exercice intégral de l'Option de Surallocation)		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Famille Klabat ²	18.196.112	9,65%	9,65%	18.196.112	9,65%	9,65%
Digital Scale SAS ³	24.951.867	13,23%	13,23%	24.951.867	13,23%	13,23%
Yellow Source SAS ³	24.026.666	12,74%	12,74%	24.026.666	12,74%	12,74%
Deep Code SAS ⁴	25.316.067	13,43%	13,43%	25.316.067	13,43%	13,43%
Bleu Source SAS ⁴	24.026.666	12,74%	12,74%	24.026.666	12,74%	12,74%
Innolys SAS ⁵	13.146.668	6,97%	6,97%	13.146.668	6,97%	6,97%
Invest Bleu SAS.....	432.433	0,23%	0,23%	432.433	0,23%	0,23%
Jezby Ventures SAS.....	1.028.812	0,55%	0,55%	1.028.812	0,55%	0,55%
Total concert (famille Klabat et entités contrôlées par la famille Klabat).....	131.125.291	69,55%	69,55%	131.125.291	69,55%	69,55%
Spiral Holdings BV ⁶	15.880.193	8,42%	8,42%	14.258.571	7,56%	7,56%
Spiral Holdings SCA ⁷	15.880.193	8,42%	8,42%	14.258.571	7,56%	7,56%
Salariés et dirigeants anciens ou actuels du groupe et administrateurs ⁸	4.025.293	2,14%	2,14%	4.025.293	2,14%	2,14%
Flottant	21.621.621	11,47%	11,47%	24.864.865	13,19%	13,19%
TOTAL	188.532.591	100,00%	100,00%	188.532.591	100,00%	100,00%

Le lecteur est invité à consulter les notes sous le tableau figurant en page 2 du résumé.

A titre illustratif, à l’issue des Opérations de Réorganisation du Capital et de l’Offre, la répartition de l’actionnariat de la Société ressortirait comme suit, sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l’Offre : total concert (famille Klabat et entités contrôlées par la famille Klabat) : 131.081.997 actions, 70,42% du capital et des droits de vote hors exercice éventuel de l’Option de Surallocation et 131.081.997 actions, 70,42% du capital et des droits de vote après exercice éventuel de l’Option de Surallocation ; Spiral Holdings BV : 15.399.781 actions, 8,27% du capital et des droits de vote hors exercice éventuel de l’Option de Surallocation et 13.883.898 actions, 7,46% du capital et des droits de vote après exercice éventuel de l’Option de Surallocation ; Spiral Holdings SCA : 15.399.781 actions, 8,27% du capital et des droits de vote hors exercice éventuel de l’Option de Surallocation et 13.883.898 actions, 7,46% du capital et des droits de vote après exercice éventuel de l’Option de Surallocation ; Salariés et dirigeants anciens ou actuels du groupe et administrateurs : 4.045.031 actions, 2,17% du capital et des droits de vote hors exercice éventuel de l’Option de Surallocation et 4.045.031 actions, 2,17% du capital et des droits de vote après exercice éventuel de l’Option de Surallocation ; flottant : 20.211.768 actions, 10,86% du capital et des droits de vote hors exercice éventuel de l’Option de Surallocation et 23.243.534 actions, 12,49% du capital et des droits de vote après exercice éventuel de l’Option de Surallocation.

Au cas où l’augmentation de capital serait réduite à 75% de son montant, à titre illustratif, à l’issue des Opérations de Réorganisation du Capital et de l’Offre, la répartition de l’actionnariat de la Société ressortirait comme suit, sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l’Offre : total concert (famille Klabat et entités contrôlées par la famille Klabat) : 131.081.997 actions, 72,12% du capital et des droits de vote hors exercice éventuel de l’Option de Surallocation et 131.081.997 actions, 72,12% du capital et des droits de vote après exercice éventuel de l’Option de Surallocation ; Spiral Holdings BV : 15.399.781 actions, 8,47% du capital et des droits de vote hors exercice éventuel de l’Option de Surallocation et 14.212.023 actions, 7,82% du capital et des droits de vote après exercice éventuel de l’Option de Surallocation ; Spiral Holdings SCA : 15.399.781 actions, 8,47% du capital et des droits de vote hors exercice éventuel de l’Option de Surallocation et 14.212.023 actions, 7,82% du capital et des droits de vote après exercice éventuel de l’Option de Surallocation ; Salariés et dirigeants anciens ou actuels du groupe et administrateurs : 4.045.031 actions, 2,23% du capital et des droits de vote hors exercice éventuel de l’Option de Surallocation et 4.045.031 actions, 2,23% du capital et des droits de vote après exercice éventuel de l’Option de Surallocation ; flottant : 15.836.768 actions, 8,71% du capital et des droits de vote hors exercice éventuel de l’Option de Surallocation et 18.212.284 actions, 10,02% du capital et des droits de vote après exercice éventuel de l’Option de Surallocation.

Ainsi, à l’issue de l’Offre, le concert formé entre la famille Klabat et les entités contrôlées par la famille Klabat conservera la majorité du capital et des droits de vote de la Société.

La Société a par ailleurs attribué des actions gratuites (les « **Actions Gratuites** ») à certains salariés et dirigeants du Groupe, donnant accès à un total de 693.162 actions nouvelles de la Société non encore acquises à la date du présent prospectus, correspondant à 0,4% du capital (après les Opérations de Réorganisation et l’émission des Actions Nouvelles, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l’Offre) sur une base diluée.

Dilution résultant de l’émission des Actions Nouvelles

Incidence de l’Offre sur la quote-part des capitaux propres de la Société : Sur la base des capitaux propres consolidés de la Société au 31 mai 2021 et du nombre total d’actions composant le capital social à l’issue des Opérations de Réorganisation du Capital, les capitaux propres consolidés par action, avant et après l’Offre, s’établiraient comme suit, après émission de la totalité des Actions Nouvelles (en prenant pour hypothèse une émission d’un nombre maximal de 18.918.919 actions sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l’Offre, après imputation des frais juridiques et administratifs, de la rémunération globale des intermédiaires financiers et du dénouement d’instruments attribués par le Groupe aux salariés étrangers (« actions fantômes »), réglés en trésorerie en cas d’introduction en bourse) :

	Capitaux propres consolidés par action au 31 mai 2021	
	Base non-diluée	Base diluée ⁽¹⁾
Avant émission des Actions Nouvelles	0,52 euros	0,51 euros
Après émission d’un nombre maximum de 18.918.919 Actions Nouvelles (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l’Offre)	2,14 euros	2,13 euros

⁽¹⁾ En cas d'exercice de l'intégralité des Actions Gratuites attribués à certains salariés et dirigeants du Groupe, donnant accès à un total de 693.162 actions nouvelles de la Société.

Montant et pourcentage de la dilution résultant immédiatement de l'Offre

L'incidence de l'Offre sur la participation dans le capital de la Société d'un actionnaire qui détiendrait postérieurement aux Opérations de Réorganisation du Capital 1% du capital social de la Société et ne participerait pas à l'Offre (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital de la Société après les Opérations de Réorganisation du Capital sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) (en prenant pour hypothèse une émission d'un nombre maximal de 18.918.919 Actions Nouvelles, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) serait la suivante :

	Participation de l'actionnaire	
	Base non-diluée	Base diluée ⁽¹⁾
Avant émission des Actions Nouvelles	1,0 %	1,0 %
Après émission d'un nombre maximum de 14.189.189 Actions Nouvelles (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) (soit une souscription à hauteur de 75 % de l'Offre)	0,9 %	0,9 %
Après émission d'un nombre maximum de 18.918.919 Actions Nouvelles (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) (soit une souscription à hauteur de 100 % de l'Offre)	0,9 %	0,9 %

⁽¹⁾ En cas d'exercice de l'intégralité des Actions Gratuites attribués à certains salariés et dirigeants du Groupe, donnant accès à un total de 693.162 actions nouvelles de la Société.

Estimation des dépenses totales liées à l'Offre : les dépenses liées à l'Offre à la charge de la Société sont estimées à environ 35 millions d'euros, dont environ 7 millions de dépenses liées au dénouement d'instruments attribués par le Groupe aux salariés étrangers (« actions fantômes »), réglés en trésorerie en cas d'introduction en bourse.

Dépenses facturées à l'investisseur par la Société : Sans objet.

4.2 – Pourquoi ce prospectus est-il établi ?

Utilisation et montant net estimé du produit de l'émission des Actions Nouvelles : la Société a l'intention d'utiliser le produit de l'émission des actions nouvelles pour financer sa stratégie de croissance dont notamment le financement de son expansion géographique et la construction des centres de données, du développement des produits nouveaux et le cas échéant des opérations de croissance externe. Le produit de la cession des Actions Cédées reviendra aux Actionnaires Cédants.

Une éventuelle réduction du montant de l'augmentation de capital n'aurait pas d'impact sur ces objectifs stratégiques dans la mesure où la Société sera à même de lever des financements pour compléter, en tant que de besoin, le financement des priorités stratégiques ainsi présentées. En effet, le ratio de levier maximum de 4.0x 1 prévu par le nouveau crédit syndiqué confère en effet à la Société une telle flexibilité au vu de son niveau de levier actuel. Il est par ailleurs rappelé que les fonds levés dans le cadre de l'augmentation de capital ne seront pas alloués à une réduction de la dette. Celle-ci sera refinancée par le nouveau crédit syndiqué. L'Offre donnera en outre une liquidité aux Actionnaires Cédants.

Produit brut et net de l'émission des Actions Nouvelles : environ 350 millions d'euros brut et 315 millions d'euros net.

Les dépenses liées à l'Offre à la charge de la Société sont estimées à environ 35 millions d'euros, dont environ 7 millions de dépenses liées au dénouement d'instruments attribués par le Groupe aux salariés étrangers (« actions fantômes »), réglés en trésorerie en cas d'introduction en bourse.

Contrat de Garantie : l'Offre fera l'objet d'un contrat de garantie avec un groupe d'établissements financiers composé de BNP Paribas, Citigroup Global Markets Europe AG, J.P. Morgan AG et KKR Capital Markets (Ireland) Limited en qualité de coordinateurs globaux, chefs de file et teneurs de livre associés (les « **Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés** »), de Crédit Suisse Bank (Europe) S.A., Goldman Sachs Bank Europe SE, Morgan Stanley Europe SE et Société Générale en qualité de chefs de file et teneurs de livre associés (les « **Chefs de File et Teneurs de Livre Associés** ») et de Crédit Industriel et Commercial S.A. en qualité de chef de file associé (ensemble avec les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés et le « **Chef de File Associé** », les « **Garants** ») portant sur l'intégralité des Actions Offertes (le « **Contrat de Garantie** »). Aux termes de ce contrat de garantie, les Garants prendront l'engagement, conjointement et sans solidarité entre eux, de souscrire ou d'acquiescer, selon le cas, les Actions Offertes Initiales non souscrites ou non acquises à l'issue de la période d'offre. Ce contrat ne constituera pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du Code de commerce.

Intentions de souscription : néant.

Intérêts liés à l'Offre ou à l'admission à la négociation : un des Coordinateurs Globaux, KKR Capital Markets (Ireland) Limited, et Spiral Holdings SCA sont des affiliés de KKR. Le 24 Septembre 2021, la Société a conclu un contrat de financement avec BNP Paribas SA, Banque CIC Nord Ouest, Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Nord de France, Citibank, N.A., London Branch, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Credit Suisse (Deutschland) Aktiengesellschaft, Goldman Sachs Bank Europe SE, HSBC Continental Europe, J.P. Morgan AG, Crédit Lyonnais, Morgan Stanley Bank AG et Société Générale en qualité d'arrangeurs, (ii) Société Générale en qualité d'agent et (iii) l'ensemble des entités ou leurs affiliés en qualité de prêteurs dont l'entrée en vigueur est conditionnée à la réalisation de l'admission des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris. Des Actions Existantes seront cédées dans le cadre de l'Offre par les Actionnaires Cédants tel qu'indiqué au paragraphe 4.3 ci-après.

Engagement d'abstention de la Société : 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions usuelles.

Engagement de conservation de Spiral Holdings BV et de Spiral Holdings SCA: 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions usuelles.

Engagement de conservation des Actionnaires Familiaux: 360 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions usuelles.

Engagement de conservation de certains cadres et dirigeants du Groupe : 180 jours calendaires pour les membres du Comité exécutif de la Société, sous réserve de certaines exceptions usuelles, cette période étant portée à 360 jours calendaires pour le Directeur général et pour le Directeur financier. Les actions qui resteront détenues par les membres du Comité exécutif à l'issue de l'Offre représenteront environ 0,8% du capital de la Société après les Opérations de Réorganisation du Capital, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre.

4.3 – Qui sont les offreurs de valeurs mobilières ?

Les Actions Cédées proviendront exclusivement de la cession d'actions existantes de (i) certains membres de la famille Klabar et certaines entités contrôlées par la famille Klabar, (ii) Spiral Holdings BV, (iii) Spiral Holdings SCA et (iv) certains salariés et dirigeants, anciens ou actuels du Groupe, à hauteur respectivement, en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation, de (i) 864.865 actions, (ii), 2.112.504 actions, (iii) 2.112.504 actions et (iv) 856.073 actions.

1 PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS ET RAPPORTS D'EXPERTS

1.1 RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Monsieur Michel Paulin, Directeur général de la Société.

1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU PROSPECTUS

« J'atteste que les informations contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Le 4 octobre 2021

Monsieur Michel Paulin

Directeur général

1.3 RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE

Yann Leca, Directeur financier

Adresse : 2 rue Kellermann, 59100 Roubaix, France

Téléphone : +33 (0) 5 22 26 00 86

1.4 RAPPORT D'EXPERT

Non applicable.

1.5 INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT D'UNE TIERCE PARTIE

Voir le paragraphe 1.3 « *Informations provenant de tierces parties* » du Document d'Enregistrement.

1.6 APPROBATION DE L'AUTORITE COMPETENTE

Le Prospectus a été approuvé par l'AMF, en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF n'approuve ce Prospectus qu'en tant que respectant les normes en matière d'exhaustivité, de compréhensibilité et de cohérence imposées par le règlement (UE) 2017/1129.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur la qualité des valeurs mobilières faisant l'objet de ce Prospectus.

Les investisseurs sont invités à procéder à leur propre évaluation de l'opportunité d'investir dans les Actions Offertes.

2 FACTEURS DE RISQUE

En complément des facteurs de risque décrits au Chapitre 3 « Facteurs de risque » du Document d'Enregistrement, l'investisseur est invité à tenir compte des facteurs de risque suivants et des autres informations contenues dans le Prospectus avant de décider d'investir dans les actions de la Société. Un investissement dans les actions de la Société implique des risques. Les risques significatifs que la Société a identifiés à la date d'approbation du Prospectus par l'AMF sont ceux décrits dans le Document d'Enregistrement, et ceux décrits ci-dessous. Les facteurs de risque que la Société considère, à la date du Prospectus, comme les plus importants (signalés par un astérisque) sont, dans le Document d'Enregistrement et dans la présente note d'opération, mentionnés en premier lieu au sein de chacune des catégories de risques. Si l'un de ces risques venait à se concrétiser, les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe pourraient en être significativement affectés. Dans une telle éventualité, le cours des actions de la Société pourrait baisser et l'investisseur pourrait perdre la totalité ou une partie des sommes qu'il aurait investies dans les actions de la Société. D'autres risques et incertitudes non connus de la Société à la date du présent Prospectus ou qu'elle juge à cette même date non significatifs pourraient exister et survenir et également perturber ou avoir un effet défavorable sur les activités, la situation financière, les résultats, les perspectives du Groupe ou le cours des actions de la Société.

2.1. Le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante*

Le Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini ci-après) ne présage pas des performances du prix de marché des actions de la Société à la suite de leur admission aux négociations sur Euronext Paris. Le cours qui s'établira postérieurement à l'admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Paris est susceptible de varier significativement par rapport au Prix de l'Offre. En particulier, le prix de marché des actions de la Société pourrait être affecté de manière significative par de nombreux facteurs ayant un impact sur la Société, ses concurrents, ou les conditions économiques générales et le marché des services de cloud. Le prix de marché des actions de la Société pourrait notamment fluctuer de manière sensible en réaction à des événements tels que :

- des variations de l'activité et des résultats financiers, des prévisions ou des perspectives du Groupe ou de ceux de ses concurrents d'une période à l'autre ;
- des annonces de concurrents ou d'autres sociétés ayant des activités similaires et/ou des annonces concernant le marché des services de cloud, y compris celles portant sur la performance financière et opérationnelle de ces sociétés ou leurs perspectives ;
- des évolutions défavorables de l'environnement réglementaire applicable dans les pays ou les marchés propres au secteur d'activité du Groupe, à ses clients ou au Groupe lui-même ;
- des annonces portant sur des modifications de l'actionnariat de la Société (notamment si elles étaient liées à la famille Klabá) ;
- des annonces portant sur des modifications de l'équipe dirigeante ou des collaborateurs clés ; et
- des annonces portant sur le périmètre des actifs de la Société (acquisitions, cessions, etc.).

Par ailleurs, les marchés boursiers connaissent d'importantes fluctuations qui ne sont pas toujours en rapport direct avec les résultats et les perspectives des sociétés dont les actions y sont négociées ; l'évolution de la crise sanitaire actuelle liée à l'épidémie de Covid-19 pourrait notamment impacter sensiblement les marchés boursiers. De telles fluctuations de marché ainsi que la conjoncture économique pourraient ainsi affecter de manière significative le prix de marché des actions de la Société.

2.2. Un marché liquide des actions de la Société pourrait ne pas se développer ou perdurer*

Les actions de la Société, jusqu'à leur admission aux négociations sur Euronext Paris, n'ont jamais été négociées sur un marché financier. Bien que la Société ait demandé l'admission de ses actions aux négociations sur Euronext Paris, il n'est pas possible de garantir l'existence d'un marché liquide pour ses actions ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera.

Si un marché liquide pour les actions de la Société ne se développe pas, le prix de marché de ses actions et la capacité des investisseurs à négocier leurs actions dans des conditions qu'ils pourraient juger satisfaisantes pourraient en être significativement affectés.

2.3. La cession par les principaux actionnaires de la Société d'un nombre important d'actions de la Société, à l'issue de leur engagement de conservation, ou la possibilité d'une telle cession, pourrait avoir un impact défavorable significatif sur le prix de marché des actions de la Société*

Le concert formé entre les membres de la famille Klabar et les entités contrôlées par la famille Klabar (le « **Concert Familial** »), Spiral Holdings BV (« **Spiral Holdings BV** ») et Spiral Holdings SCA (« **Spiral Holdings SCA** ») détiendront respectivement 69,6%, 8,4% et 8,4%, soit au total 86,4% du capital de la Société postérieurement à l'émission des Actions Nouvelles et à la cession des Actions Cédées (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) ou en cas d'exercice en totalité de l'Option de Surallocation (tel que ce terme est défini ci-après) respectivement 69,6%, 7,6% et 7,6% du capital de la Société (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre), étant rappelé que Spiral Holdings BV et Spiral Holdings SCA n'agissent pas de concert entre elles ni avec le Concert Familial. Dans l'hypothèse où certains d'entre eux décideraient de céder, directement ou indirectement, tout ou partie de leur participation sur le marché à l'expiration de l'engagement de conservation qu'ils ont chacun consenti au bénéfice des Garants (tels que décrits au paragraphe 7.4.2 de la présente note d'opération) ou avant son expiration en cas de levée de cet engagement par les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés, pour le compte des Garants, ou si une telle cession était perçue comme imminente ou probable, le prix de marché des actions de la Société pourrait être impacté à la baisse de façon significative.

2.4. Le concert formé entre les Actionnaires Familiaux continuera de détenir une large majorité du capital et pourrait ainsi exercer un contrôle sur la Société et faire adopter certaines décisions par l'assemblée générale ordinaire, voire par l'assemblée générale extraordinaire*

À l'issue de la réalisation de l'Offre, le concert formé entre les Actionnaires Familiaux continuera de détenir une large majorité du capital et des droits de vote de la Société. Ainsi, au vu de son pourcentage de détention à l'issue de l'Offre, il pourra influencer de manière significative sur les décisions stratégiques du Groupe, et/ou faire adopter ou rejeter toutes les résolutions soumises à l'approbation des actionnaires de la Société en assemblée générale ordinaire, notamment la nomination des membres du Conseil d'administration, l'approbation des comptes annuels et la distribution de dividendes ainsi que, rejeter voire, dès lors qu'il détiendrait au moins les deux-tiers des droits de vote exprimés en assemblée générale extraordinaire, adopter les décisions soumises à cette assemblée, notamment l'autorisation de procéder à des augmentations de capital ou opérations de fusion ou d'apport ou toute autre décision nécessitant l'approbation des actionnaires de la Société à titre extraordinaire.

2.5. La non-signature ou la résiliation du Contrat de Garantie pourrait entraîner une annulation de l'Offre

Le Contrat de Garantie pourrait ne pas être signé ou, après avoir été signé, être résilié. Le Contrat de Garantie pourra ainsi être résilié par les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés, pour le compte des Garants (tel que ces termes sont définis ci-après), à tout moment jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre, sous certaines conditions, et dans certaines circonstances qui pourraient affecter le succès de l'Offre, notamment en cas d'inexactitude des déclarations et garanties ou de non-respect de l'un des engagements de la Société ou des Actionnaires Cédants, dans l'hypothèse où l'une des conditions suspensives usuelles ne serait pas réalisée, ou encore en cas de changement défavorable important dans la situation de la Société et de ses filiales ou en cas de survenance de certaines circonstances internationales ou nationales affectant notamment la France, le Royaume-Uni ou les États-Unis (notamment, limitation, interruption ou suspension des négociations ou interruption du règlement livraison sur les marchés réglementés ou interruption des activités bancaires, actes de terrorisme, déclaration de guerre ou tout autre changement significatif de la situation financière, économique ou politique nationale ou internationale) (voir le paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération).

Si le Contrat de Garantie n'était pas signé ou venait à être résilié, les ordres de souscription et l'Offre seraient rétroactivement annulés. L'Offre à Prix Ouvert, le Placement Global, l'ensemble des ordres de souscription passés dans ce cadre seraient annulés de façon rétroactive. Si le Contrat de Garantie venait à être résilié, l'ensemble des négociations intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison

seraient annulées de façon rétroactive et devraient être dénouées, chaque investisseur devant faire son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation.

En cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Garantie, les actions de la Société ne seront pas admises aux négociations sur Euronext Paris. Cette information ferait l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext.

3 INFORMATIONS ESSENTIELLES

3.1 DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET CONSOLIDE

La Société atteste que, de son point de vue, le fonds de roulement net consolidé du Groupe est suffisant (c'est-à-dire que le Groupe a accès à des ressources de trésorerie et de liquidité suffisantes) au regard de ses obligations actuelles au cours des 12 prochains mois à compter de la date d'approbation du Prospectus par l'AMF (sans prise en compte de l'émission des Actions Nouvelles).

3.2 CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT

Conformément au point 3.2 de l'annexe 11 du règlement délégué (UE) 2019/980 du 14 mars 2019 et aux recommandations de l'ESMA (*European Securities Market Authority*) de mars 2021 (ESMA32-382-1138/paragraphe 166 et suivants), le tableau ci-dessous présente la situation (non auditée) des capitaux propres consolidés et de l'endettement financier net consolidé au 31 août 2021 (sauf mention contraire) établis selon le référentiel IFRS.

(en millions d'euros)(normes IFRS)	Au 31 août 2021
1. Capitaux propres et endettement	
Total des dettes courantes (y compris la fraction courante des dettes non courantes)	84,6
Garanties ⁽¹⁾	67,2
Cautionnées	-
Non cautionnées / non garanties (incluant les dettes locatives courantes).....	17,4
Total des dettes non courantes (à l'exclusion de la fraction courante des dettes non-courantes)	677,6
Garanties ⁽¹⁾	639,6
Cautionnées.....	-
Non cautionnées / non garanties (incluant les dettes locatives non-courantes)	38,1
Capitaux propres	87,5
Capital social.....	170,8
Primes d'émission	93,5
Autres réserves (hors résultat de la période) ⁽²⁾	(131,9)
Résultat de la période ⁽²⁾	(44,9)
2. Analyse de l'endettement financier net	
A. Trésorerie	53,3
B. Équivalents de trésorerie.....	-
C. Autres actifs financiers courants.....	-
D. Liquidités (A+B+C)	53,3
E. Dettes financières courantes (y compris instruments de dette, mais à l'exclusion de la fraction courante des dettes financières non courantes).....	-
F. Fraction courante des dettes financières non courantes.....	69,8
F'. Dettes locatives courantes.....	14,8
G. Endettement financier courant (E+F+F')	84,6
H. Endettement financier courant net (G – D).....	31,3
I. Endettement financier non courant (à l'exclusion de la fraction courante et des instruments obligataires).....	639,6
I' Dettes locatives non-courantes	38,1
J. Instruments de dette ⁽³⁾	-
K. Fournisseurs et autres créiteurs non courants	-
L. Endettement financier non courant (I+I'+J+K).....	677,6
M. Endettement financier net total (H+L)	709,0

- (1) Les garanties sur la dette financière existante sont principalement constituées des engagements suivants :
- nantissement des actions de droit français sur les actions OVH,
 - hypothèque de droit canadien sur les actions de la société Holding OVH Canada Inc.,
 - hypothèque de droit canadien sur les actions de la société OVH Infrastructures Canada Inc,
 - gage de droit américain sur les actions de la société OVH Holding US Inc,
 - Acte de garantie sur les emprunts obligataires en euros
- (2) Les autres réserves (y compris report à nouveau de (153,7) millions d'euros au 31 mai 2021) et résultat de la période sont présentés au 31 mai 2021.
- (3) Les instruments de dette sont constitués des dettes obligataires. Ce montant n'inclut pas le montant des instruments dérivés passifs, qui s'élève à 0,2 million d'euros au 31 août 2021.

L'endettement financier net total comprend 52,9 millions d'euros de dette locatives au 31 août 2021. Hors dettes locatives IFRS 16, l'endettement financier net total s'élève à 656,1 millions d'euros.

Au 31 août 2021, le montant total de la provision, destinée à couvrir l'ensemble des effets du sinistre dont notamment les frais d'expertise, les frais de procédures et les risques liés aux actions en responsabilité, à la suite de l'incendie de Strasbourg, s'élève à 30,7 millions d'euros.

Le 22 juillet 2021, le groupe OVHcloud a acquis 100% des titres de BuyDRM. L'accord d'achat prévoit une clause de complément de prix conditionnel d'un maximum de 14 millions de dollars, basée sur l'atteinte d'un chiffre d'affaires et de marge d'EBITDA sur les exercices clos le 31 août 2022 et 2023, ainsi que la réalisation d'objectifs opérationnels et assortie d'une condition de présence.

Le Groupe n'a pas connaissance de dettes indirectes ou éventuelles significatives, autres que les engagements hors bilan présentés à la note 7.2 des états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 31 août 2020, 2019 et 2018 inclus au Chapitre 18 du Document d'Enregistrement, qui ne figureraient pas dans le tableau ci-dessus à la date du présent document.

Par ailleurs, le 13 juillet 2021, OVHcloud a reçu un engagement d'un pool de banques pour un refinancement non assorti de sûretés de 920 millions d'euros. Les contrats seront signés avant l'introduction en bourse d'OVHcloud. Considérant qu'il est probable que la dette financière brute (Obligations Euro PP, Prêt à Terme, Facilité de Crédit Renouvelable, Prêt à terme BPI France A) existante fasse prochainement l'objet d'un remboursement anticipé, le montant d'endettement financier tient compte de l'accélération de l'amortissement des frais d'émission d'emprunt non amortis sur la dette existante. Toutefois, le Groupe disposant toujours d'un droit contractuel de ne pas rembourser par anticipation la dette existante, le classement selon l'échéancier de la dette existante, qu'il est prévu de refinancer, est maintenu au 31 août 2021.

3.3 INTERETS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE

Les Garants (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération) et/ou certains de leurs affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés, actionnaires ou mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.

A cet égard, le 24 Septembre 2021, la Société a conclu un contrat de financement avec BNP Paribas SA, Banque CIC Nord Ouest, Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Nord de France, Citibank, N.A., London Branch, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Credit Suisse (Deutschland) Aktiengesellschaft, Goldman Sachs Bank Europe SE, HSBC Continental Europe, J.P. Morgan AG, Crédit Lyonnais, Morgan Stanley Bank AG et Société Générale en qualité d'arrangeurs, (ii) Société Générale en qualité d'agent et (iii) l'ensemble des entités ou leurs affiliés en qualité de prêteurs, dont l'entrée en vigueur est conditionnée à la réalisation de l'admission des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

Un des Coordinateurs Globaux, KKR Capital Markets (Ireland) Limited, et Spiral Holdings SCA sont des affiliés de KKR.

Des Actions Existantes seront cédées dans le cadre de l'Offre par les Actionnaires Cédants tel que décrit au paragraphe 7.1 de la présente note d'opération.

3.4 RAISONS DE L'OFFRE ET UTILISATION DU PRODUIT

La Société a l'intention d'utiliser le produit de l'émission des actions nouvelles pour financer sa stratégie de croissance, telle que décrite au Chapitre 5.3 du Document d'Enregistrement, dont notamment le financement de son expansion géographique et la construction des centres de données, du développement des produits nouveaux et le cas échéant des opérations de croissance externe. Le lecteur est invité à se référer au Chapitre 10.3 du Document d'Enregistrement.

Une éventuelle réduction du montant de l'augmentation de capital n'aurait pas d'impact sur ces objectifs stratégiques dans la mesure où la Société sera à même de lever des financements pour compléter, en tant que de besoin, le financement des priorités stratégiques ainsi présentées. En effet, le ratio de levier maximum de 4.0x 1 prévu par le nouveau crédit syndiqué confère en effet à la Société une telle flexibilité au vu de son niveau de levier actuel.

Il est par ailleurs rappelé que les fonds levés dans le cadre de l'augmentation de capital ne seront pas alloués à une réduction de la dette. Celle-ci sera refinancée par le nouveau crédit syndiqué.

Le produit de la cession des Actions Cédées reviendra aux Actionnaires Cédants. L'Offre donnera en outre une liquidité aux Actionnaires Cédants.

4 INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION SUR EURONEXT PARIS

4.1 NATURE, CATEGORIE ET DATE DE JOUISSANCE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION

Nature et nombre des titres dont l'admission aux négociations est demandée

Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur Euronext Paris est demandée sont :

- les actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public d'un montant d'environ 350 millions d'euros, prime d'émission incluse (correspondant à 18.918.919 actions nouvelles au maximum, sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) (les « **Actions Nouvelles** ») ; et
- l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social de la Société à l'issue des Opérations de Réorganisation du Capital, toutes de même valeur nominale, intégralement souscrites, entièrement libérées et de même catégorie (Code ISIN : FR0014005HJ9) (les « **Actions Existantes** »).

Les Actions Existantes comprendront un nombre maximum de 2.702.702 Actions Existantes cédées par les Actionnaires Cédants (les « **Actions Cédées Initiales** » et, ensemble avec les Actions Nouvelles, les « **Actions Offertes Initiales** ») ainsi qu'un nombre maximum de 3.243.244 actions cédées supplémentaires en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (tel que ce terme est défini ci-après) (les « **Actions Cédées Supplémentaires** » et, ensemble avec les Actions Cédées Initiales, les « **Actions Cédées** »).

Les Actions Cédées comprendront, en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation, (i) un nombre maximum de 864.865 Actions Existantes cédées par certains membres de la famille Klabar et certaines entités contrôlées par la famille Klabar (les « **Actionnaires Familiaux** », tels que décrits au paragraphe 4.8 de la présente note d'opération), (ii) un nombre maximum de 2.112.504 Actions Existantes cédées par Spiral Holdings BV (« **Spiral Holdings BV** »), (iii) un nombre maximum de 2.112.504 Actions Existantes cédées par Spiral Holdings SCA (« **Spiral Holdings SCA** ») et (iv) un nombre maximum de 856.073 Actions Existantes cédées par certains salariés et dirigeants, anciens ou actuels du Groupe (les « **Managers** » et ensemble avec les Actionnaires Familiaux, Spiral Holdings BV, Spiral Holdings SCA, les « **Actionnaires Cédants** »).

Les Actions Nouvelles et les Actions Cédées sont définies ensemble comme les « **Actions Offertes** » et sont offertes dans le cadre de l'Offre (tel que ce terme est défini ci-après).

Les Actions Nouvelles seront immédiatement assimilées aux actions existantes de la Société.

Date de jouissance

Les Actions Offertes porteront jouissance courante.

Libellé pour les actions

OVH

Code ISIN

FR0014005HJ9

Mnémonique

OVH

Compartiment

Compartiment A

Classification ICB

10101010 - Computer Services

Première cotation et négociation des actions

La première cotation des Actions Existantes sur Euronext Paris devrait avoir lieu le 14 octobre 2021 et les négociations devraient débiter le 15 octobre 2021, selon le calendrier indicatif.

À compter du 15 octobre 2021 et jusqu'à la date de règlement-livraison de l'Offre (incluse) prévue le 18 octobre 2021, selon le calendrier indicatif, les Actions Existantes seront négociées sur une ligne de cotation unique intitulée « OVH Promesses ».

À compter du 19 octobre 2021, l'ensemble des actions de la Société sera négocié sur une ligne de cotation intitulée « OVH ».

4.2 DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

Les actions de la Société sont soumises à la législation française.

Les tribunaux compétents en cas de litige avec la Société sont ceux du lieu du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges lorsque la Société est demanderesse, sauf disposition contraire du code de procédure civile.

4.3 FORME ET MODE D'INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS

Les actions ordinaires de la Société peuvent revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des actionnaires.

Conformément à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, elles seront obligatoirement inscrites en compte-titres tenu, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

En conséquence, les droits des titulaires seront représentés par une inscription sur un compte-titres ouvert à leur nom dans les livres :

- de BNP Paribas Securities Services (9 rue du Débarcadère, 93500 Pantin, France), mandaté par la Société, pour les actions conservées sous la forme nominative pure ;
- d'un intermédiaire habilité de leur choix et de BNP Paribas Securities Services (9 rue du Débarcadère, 93500 Pantin, France), mandaté par la Société, pour les actions conservées sous la forme nominative administrée ; ou
- d'un intermédiaire habilité de leur choix pour les actions conservées sous la forme au porteur.

Conformément aux articles L. 211-15 et L. 211-17 du Code monétaire et financier, les actions ordinaires se transmettent par virement de compte à compte et le transfert de propriété des actions résultera de leur inscription au compte-titres de l'acquéreur.

Les actions ordinaires de la Société feront l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear France qui assurera la compensation des actions entre teneurs de compte-conservateurs. Elles feront également l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear Bank S.A./N.V., et de Clearstream Banking S.A..

Selon le calendrier indicatif, il est prévu que les Actions Offertes soient inscrites en compte-titres et négociables à compter du 18 octobre 2021.

4.4 DEVISE

L'Offre est réalisée en euros.

4.5 DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

Les actions ordinaires de la Société seront soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société ayant vocation à s'appliquer à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris. Ladite décision a été adoptée sous la condition suspensive du règlement-

livraison des actions de la Société. Les principales dispositions des statuts de la Société sont par ailleurs résumées au sein de la Section 19.2 du Document d'Enregistrement.

En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société qui régiront la Société à compter de son introduction en bourse, les principaux droits attachés aux actions ordinaires sont décrits ci-après :

Droit à dividendes – Droit de participation aux bénéfices de la Société

Les actions ordinaires de la Société ont droit aux bénéfices dans les conditions définies par les articles L. 232-10 et suivants du Code de commerce.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq (5) % au moins pour la dotation de la réserve légale prescrite par la loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué le cas échéant des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire.

S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'approuvés par l'assemblée générale, l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer sous forme de dividendes.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée générale ou, à défaut, par le conseil d'administration.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice pourra accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

De la même façon, l'assemblée générale ordinaire, statuant dans les conditions prévues à l'article L232-12 du Code de commerce, pourra accorder à chaque actionnaire un acompte sur dividendes et pour tout ou partie dudit acompte sur dividende, une option entre le paiement de l'acompte sur dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement en actions, le prix et les conditions d'émission des actions ainsi que la demande de paiement en actions et les conditions de réalisation de l'augmentation de capital seront régis par la loi et les règlements.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié conforme par le ou les commissaires aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des présents statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, le conseil d'administration peut décider de distribuer des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice ainsi que d'en fixer le montant et la date de répartition. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini au présent alinéa. Dans ce cas, le conseil d'administration ne pourra faire usage de l'option décrite aux alinéas ci-dessus.

L'assemblée générale peut également, sur proposition du conseil d'administration, décider pour toute distribution de bénéfice ou de réserves, la remise de biens en nature y compris des titres négociables. Dans le cas d'une remise de titres négociables non admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation organisé ou dont l'admission aux négociations sur un tel marché ou système multilatéral de négociation ne serait pas réalisée dans le cadre de cette distribution, le choix entre le paiement du dividende en espèces et la remise de ces titres sera proposé aux actionnaires.

Toutes actions contre la Société en vue du paiement des dividendes dus au titre des actions seront prescrites à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur date d'exigibilité. Par ailleurs, les dividendes seront également prescrits au profit de l'État à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur date

d'exigibilité. Les dividendes versés à des non-résidents sont en principe soumis à une retenue à la source (voir le paragraphe 4.11.2 de la présente note d'opération).

Droit de vote

Chaque action donne droit à une quotité proportionnelle au nombre des actions émises, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation.

Chaque action donne le droit de participer, dans les conditions fixées par la loi et les présents statuts, aux assemblées générales et d'y voter. Chaque action ordinaire donne droit à une voix dans ces assemblées générales, le droit de vote double prévu à l'article L22-10-46 du Code de commerce étant expressément exclu.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de détenir plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, y compris en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en cas d'augmentation de capital, de fusion ou autres opérations, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente des actions ou des droits d'attribution nécessaires.

Les actions étant indivisibles à l'égard de la Société, celle-ci ne reconnaît qu'un propriétaire pour chaque action. Les copropriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule personne. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Si les actions sont grevées d'usufruit, leur inscription en compte doit faire ressortir l'existence de l'usufruit. Sauf convention contraire notifiée à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices et au nu-propriétaire pour les autres décisions soumises aux assemblées générales ordinaires, et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie

Les actions de la Société comportent un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital immédiate ou à terme. Ce droit est négociable lorsqu'il est détaché d'actions elles-mêmes négociables. Dans le cas contraire, il est cessible dans les mêmes conditions que l'action elle-même. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription (articles L. 225-132 et L. 228-91 à L. 228-93 du Code de commerce).

Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation

Chaque action ordinaire donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une quotité identique, sous réserve de la création d'actions de préférence.

Clauses de rachat ou de conversion

Les statuts de la Société ne prévoient pas de clause de rachat ou de conversion des actions ordinaires.

Franchissement de seuils et identification des détenteurs de titres

– Franchissement de seuils

Outre les seuils prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir, ou cesse de détenir, directement ou indirectement, une fraction égale ou supérieure à un pour cent (1) % du capital social ou des droits de vote de la Société, ou tout multiple de ce pourcentage, y compris au-delà des seuils de déclaration prévus par les dispositions légales et réglementaires et jusqu'à 50% du capital ou des droits de votes, doit informer la Société du nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle possède ainsi que des valeurs mobilières donnant accès au capital et aux droits de vote qui y sont potentiellement attachés au moyen

d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée au siège social (direction générale) au plus tard à la clôture du quatrième jour de bourse suivant le jour du franchissement de seuil.

Pour la détermination des seuils visés ci-dessus, il est tenu compte également des actions ou droits de vote détenus indirectement et des actions ou des droits de vote assimilés aux actions ou aux droits de vote possédés tels que définis par les dispositions des articles L.233-7 et suivants du Code de Commerce.

En cas de non-respect des dispositions prévues ci-dessus, les sanctions prévues par la loi en cas d'inobservation de l'obligation de déclaration de franchissement des seuils légaux ne s'appliqueront aux seuils statutaires que sur demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant cinq pour cent (5) % au moins du capital ou des droits de vote de la Société.

La Société se réserve la faculté de porter à la connaissance du public et des actionnaires soit les informations qui lui auront été notifiées, soit le non-respect de l'obligation susvisée par la personne concernée.

– *Identification des détenteurs de titres*

La Société est autorisée à faire usage des dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres, conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires.

4.6 AUTORISATIONS

4.6.1 Décision des associés

L'émission des Actions Nouvelles a été autorisée par la quinzième décision adoptée dans le cadre de la consultation écrite des associés de la Société clôturée le 27 septembre 2021 dont le texte est reproduit ci-après :

« Quinzième décision - Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration, sous condition suspensive de la transformation de la Société en société anonyme, pour décider l'augmentation de capital de la Société par l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital immédiatement ou à terme, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public autre que les offres au public mentionnées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier »

Les Associés, connaissance prise du rapport du Président et du rapport spécial des commissaires aux comptes, décident, sous condition suspensive de la transformation de la Société en société anonyme, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, et aux dispositions des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délèguent au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, leur compétence pour décider l'augmentation du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public autre que réalisées exclusivement par voie d'une offre au public mentionnée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, en une ou plusieurs fois, en France ou à l'étranger, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, avec ou sans prime, à titre onéreux ou gratuit, par l'émission (i) d'actions de la Société (à l'exclusion d'actions de préférence) et/ou (ii) de valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 alinéa 1 ou L. 228-94 alinéa 2 du Code de commerce donnant accès, immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de la Société, étant précisé que la libération des actions pourra être opérée soit en espèces, soit, pour les actions, par compensation de créances, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes. Ces valeurs mobilières pourront notamment être émises à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société, dans le cadre d'une offre publique d'échange réalisée en France ou à l'étranger

selon les règles locales (par exemple dans le cadre d'une « reverse merger » de type anglo-saxon) sur des titres répondant aux conditions fixées à l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ;

2. décident de fixer comme suit les limites des montants des augmentations de capital autorisées en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation de compétence :

- le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à 60 millions d'euros ou l'équivalent en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation et de celles conférées par les Seizième, Dix-septième et Dix-huitième décisions des présentes est fixé à 70 millions d'euros ou l'équivalent en toute monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies ;*
- à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital ;*

3. décident de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution ;

4. décident que si les souscriptions, y compris, le cas échéant, celles des actionnaires, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues, sous réserve, en cas d'émission d'actions ou de valeurs mobilières dont le titre primaire est une action, que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'augmentation de capital décidée ;

5. prennent acte du fait que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation expresse par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières donneront droit ;

6. décident que, au cas où l'augmentation de capital serait réalisée concomitamment à une première admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le prix d'émission des actions émises sera fixé par le Conseil d'administration conformément aux pratiques de marché habituelles dans le cadre d'un placement global, par référence au prix offert aux investisseurs dans un tel placement, tel que ce prix résultera de la confrontation de l'offre des titres et des demandes de souscription émises par les investisseurs dans le cadre de la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels ;

7. décident que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :

- décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme au capital de la Société ;*
- décider le montant de l'émission, le prix d'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra être demandée à l'émission ou, le cas échéant, le montant des réserves, bénéfices ou primes qui pourront être incorporés au capital ;*
- déterminer les dates et modalités de l'émission, la nature, le nombre et les caractéristiques des actions et/ou des valeurs mobilières à créer ;*
- en cas d'émission de titres de créance, décider de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêt à taux fixe ou variable ou à coupon zéro ou indexé) et prévoir, le cas échéant, des cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, prévoir leur durée (déterminée ou indéterminée), la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement (y compris de remboursement par remise d'actifs de la Société) ; le cas*

échéant, ces titres pourraient prévoir la faculté pour la Société d'émettre des titres de créance (assimilables ou non) en paiement d'intérêts dont le versement aurait été suspendu par la Société, ou encore prendre la forme d'obligations complexes au sens entendu par les autorités boursières (par exemple, du fait de leurs modalités de remboursement ou de rémunération ou d'autres droits tels qu'indexation, faculté d'options) ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;

- *déterminer le mode de libération des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre immédiatement ou à terme ;*
- *fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits (le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société tels que des actions auto-détenues ou des valeurs mobilières déjà émises par la Société) attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital ;*
- *fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ;*
- *prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;*
- *à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;*
- *déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toute autre modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;*
- *constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;*
- *d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;*

8. prennent acte du fait que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, le Conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution ;

9. fixent à douze mois, à compter du jour de la présente décision, la durée de validité de la délégation de compétence faisant l'objet de la présente décision. ».

4.6.2 Conseil d'administration en date du 3 octobre 2021

Faisant usage des délégations de compétence susvisées, le conseil d'administration de la Société réuni le 3 octobre 2021 a décidé le principe d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'un montant total, prime d'émission comprise,

d'environ 350 millions d'euros. Le conseil d'administration de la Société a, à cette même date, approuvé la fourchette de prix décrite au paragraphe 5.3.1.2 « Fourchette indicative du Prix de l'Offre » de la présente note d'opération et a pris acte de la cession des Actions Cédées par les Actionnaires cédants, en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation, à hauteur d'un montant maximum de 110 millions d'euros sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (dont 50 millions d'euros au titre des Actions Cédées Initiales) et d'un montant maximum d'environ 115 millions d'euros sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (dont 54 millions d'euros au titre des Actions Cédées Initiales).

Les modalités définitives de cette augmentation de capital, et notamment le Prix de l'Offre et le nombre des Actions Nouvelles, seront arrêtées par le conseil d'administration de la Société, lors d'une réunion qui devrait se tenir, selon le calendrier indicatif, le 14 octobre 2021.

4.7 DATE PREVUE DE REGLEMENT-LIVRAISON DES ACTIONS

La date prévue pour l'émission des Actions Nouvelles et pour le règlement-livraison des Actions Offertes est le 18 octobre 2021 selon le calendrier indicatif. L'exercice éventuel de l'Option de Surallocation relatif aux Actions Cédées Supplémentaires interviendra au plus tard le 13 novembre 2021.

4.8 IDENTITE DE L'OFFREUR DE VALEURS MOBILIERES (S'IL NE S'AGIT PAS DE L'EMETTEUR)

Les Actions Cédées proviendront exclusivement de la cession d'actions existantes de :

- certains membres de la famille Klabá, à savoir Monsieur Octave Klabá (2 rue Kellermann, 59100 Roubaix, France) et Monsieur Miroslaw Klabá (2 rue Kellermann, 59100 Roubaix, France) ;
- certaines entités contrôlées par la famille Klabá, à savoir Digital Scale (2 rue Kellermann, 59100 Roubaix, France) et Deep Code (2 rue Kellermann, 59100 Roubaix, France) ;
- Spiral Holdings BV (Schiphol Boulevard 487, 1118 BK Schiphol, Pays-Bas) ;
- Spiral Holdings SCA (59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Luxembourg) ; et
- certains salariés et dirigeants, anciens ou actuels du Groupe.

4.9 RESTRICTIONS A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS

Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société. Une description des engagements pris dans le cadre de la présente opération par la Société et certains de ses actionnaires figure à la Section 7.4 « Engagements d'abstention et de conservation des titres » de la présente note d'opération.

4.10 REGLEMENTATION FRANÇAISE EN MATIERE D'OFFRES PUBLIQUES

À compter de l'admission de ses actions aux négociations sur Euronext Paris, la Société sera soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France relatives aux offres publiques, et notamment aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et aux retraits obligatoires.

4.10.1 Offre publique obligatoire

L'article L. 433-3 du Code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du Règlement général de l'AMF fixent les conditions de dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique, libellé à des conditions telles qu'il puisse être déclaré conforme par l'AMF, visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

4.10.2 Offre publique de retrait et retrait obligatoire

L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait) et 237-1 et suivants (retrait obligatoire à l'issue de toute offre publique) du Règlement général de l'AMF fixent les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de

retrait obligatoire des actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

4.11 OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT INITIEES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE LA SOCIETE DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS

Les actions de la Société n'étant pas admises aux négociations sur un marché réglementé à la date d'approbation du Prospectus par l'AMF, aucune offre publique d'achat émanant de tiers n'a été lancée sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours.

4.12 RETENUE A LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES

En l'état actuel de la législation française et de la réglementation en vigueur, les développements suivants résument certaines conséquences fiscales françaises en matière de retenues et prélèvements à la source sur les revenus d'actions de la Société, susceptibles de s'appliquer aux personnes qui deviendront actionnaires de la Société.

L'attention de celles-ci est néanmoins attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un simple résumé, donné à titre d'information générale, des retenues et prélèvements à la source susceptibles de s'appliquer aux revenus des actions de la Société en vertu de la législation en vigueur à ce jour, et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales. Les règles dont il est fait mention ci-après sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives et réglementaires, qui pourraient être assorties d'un effet rétroactif ou s'appliquer à l'année ou à l'exercice en cours, ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française ou la jurisprudence.

Les informations fiscales ci-dessous ne constituent pas une description exhaustive de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer à la perception de dividendes et plus généralement aux personnes qui deviendront actionnaires de la Société.

Les personnes concernées sont invitées à s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier notamment à raison de la souscription, l'acquisition, la détention ou la cession des actions de la Société.

Les personnes n'ayant pas leur résidence fiscale en France doivent, en outre, se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence et, le cas échéant, aux dispositions de la convention fiscale signée entre la France et leur État de résidence.

Il est précisé en tant que de besoin que les retenues et prélèvements à la source décrits dans les développements qui suivent ne seront en aucun cas pris en charge par la Société.

4.12.1 Actionnaires dont la résidence fiscale est située en France

4.12.1.1 Personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé (i) ne détenant pas les actions de la Société dans le cadre d'un plan d'épargne en actions (« PEA »), (ii) ne détenant pas leurs actions dans le cadre d'un dispositif d'épargne salariale, (iii) qui n'ont pas inscrit leurs actions à l'actif de leur bilan commercial et (iv) ne réalisant pas d'opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée à titre professionnel

Des règles spécifiques s'appliquent en cas de détention au travers de tels plans. Les personnes concernées sont invitées à s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

(1) *Prélèvement non libératoire de 12,8 %*

En application de l'article 117 *quater* du Code général des impôts (« **CGI** »), sous réserve des exceptions visées ci-après, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B du CGI sont assujetties à un prélèvement forfaitaire non libératoire de l'impôt sur le revenu (« **PFNL** ») au taux de 12,8 % sur le montant brut des revenus distribués. Ce PFNL est effectué par l'établissement payeur des dividendes s'il est établi en France. Lorsque l'établissement payeur est établi hors de France, les revenus sont déclarés et le PFNL payé, dans les 15 premiers jours du mois qui suit celui du paiement des

revenus, soit par le contribuable lui-même, soit par la personne qui assure le paiement des revenus, lorsqu'elle est établie dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et qu'elle a été mandatée à cet effet par le contribuable.

Cependant, dans les cas où l'établissement payeur des dividendes est établi en France, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417 du CGI, est inférieur à 50.000 euros pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs, et à 75.000 euros pour les contribuables soumis à une imposition commune, peuvent demander à être dispensés du PFNL dans les conditions prévues par l'article 242 *quater* du CGI, c'est-à-dire en produisant, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement des revenus distribués, une attestation sur l'honneur indiquant que leur revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition émis au titre des revenus de l'avant-dernière année précédant celle du paiement est inférieur aux seuils de revenus imposables susmentionnés. Toutefois, les contribuables qui acquièrent des actions après la date limite de dépôt de la demande de dispense susmentionnée peuvent, sous certaines conditions, déposer cette demande de dispense auprès de leur établissement payeur lors de l'acquisition de ces actions en application du paragraphe 320 de la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-20-10 en date du 6 juillet 2021.

Lorsque l'établissement payeur est établi hors de France, seules les personnes physiques qui appartiennent à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417 du CGI, est égal ou supérieur aux seuils mentionnés dans le paragraphe précédent sont soumis au PFNL.

Le prélèvement n'est pas libératoire de l'impôt sur le revenu et, le cas échéant, de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus. Toutefois, il est imputable sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré et l'excédent éventuel est restituable. À moins que le contribuable exerce une option pour se soustraire à l'application de l'imposition forfaitaire au taux de 12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu applicable aux revenus de capitaux mobiliers (à l'exception de certains revenus exonérés) et aux plus-values, afin que ces revenus soient pris en compte pour la détermination du revenu net global soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu, le taux du prélèvement non libératoire de 12,8 % correspondra au taux de l'imposition forfaitaire au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. L'option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu s'applique sur une base annuelle à l'ensemble des revenus de capitaux mobiliers et des plus-values soumis à l'imposition forfaitaire susvisée de 12,8 % et réalisés au titre d'une même année.

En outre, quel que soit le lieu du domicile fiscal du bénéficiaire, les dividendes payés hors de France dans un État ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du CGI (« **ETNC** ») autre que ceux mentionnés au 2° du 2 *bis* de cet article 238-0 A du CGI (c'est-à-dire autre que ceux figurant sur la liste en raison d'un critère européen autre que celui de la facilitation des structures ou dispositifs extraterritoriaux), une retenue à la source de 75 % est applicable. Nonobstant ce qui précède, le prélèvement de 75 % ne s'applique pas si le débiteur apporte la preuve que les distributions dans cet ETNC n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel ETNC. La liste des ETNC est publiée par arrêté ministériel et peut être mise à jour à tout moment, en principe au moins une fois par an. Les dispositions de l'article 238-0 A du CGI s'appliquent aux États ou territoires ajoutés à cette liste à compter du premier jour du troisième mois qui suit la publication de l'arrêté.

Aux termes de l'arrêté du 26 février 2021 modifiant l'arrêté du 12 février 2010 pris en application du deuxième alinéa du 1 de l'article 238 0 A du CGI, la liste des ETNC, autres que ceux mentionnés au 2° du 2 *bis* de cet article 238-0 A du CGI est composée à la date de la Note d'Opération, des États et territoires suivants : Anguilla, Îles Vierges britanniques, Panama, Seychelles, Vanuatu.

(2) *Prélèvements sociaux*

Par ailleurs, que le prélèvement non libératoire de 12,8 % décrit ci-dessus soit applicable ou non et que le contribuable ait ou non opté pour l'imposition au barème de l'impôt sur le revenu, le montant brut des

dividendes le cas échéant distribués par la Société sera également soumis en intégralité aux prélèvements sociaux au taux global de 17,2 %, répartis comme suit :

- la contribution sociale généralisée (« CSG ») au taux de 9,2 % ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (« **CRDS** ») au taux de 0,5 % ; et
- le prélèvement de solidarité au taux de 7,5 %.

Si les dividendes sont soumis à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8 %, ces prélèvements sociaux ne sont pas déductibles du revenu imposable. En cas d'option des contribuables pour l'assujettissement de ces dividendes au barème progressif de l'impôt sur le revenu, la CSG est partiellement déductible, à hauteur de 6,8 % du revenu global imposable l'année de son paiement, le solde des prélèvements sociaux n'étant pas déductible du revenu imposable.

Ces prélèvements sociaux sont prélevés et recouvrés de la même façon que le prélèvement non libératoire de 12,8 % décrit ci-dessus lorsque celui-ci est applicable, étant rappelé que lorsque l'établissement payeur est établi hors de France, c'est le contribuable qui est en principe redevable des prélèvements sociaux (sauf à donner un mandat dans les conditions énoncées ci-dessus pour le prélèvement non libératoire). Les actionnaires sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités de paiement des prélèvements sociaux lorsque le prélèvement non libératoire de 12,8 % ne s'applique pas.

(3) Dispositions générales

Les actionnaires concernés sont invités à consulter leur conseil fiscal habituel pour déterminer les modalités de déclaration et de paiement du PFNL de 12,8 % et des prélèvements sociaux applicables aux dividendes, ainsi que, plus généralement, le régime fiscal applicable à leur situation particulière (y compris notamment le régime applicable aux dividendes au titre de l'impôt sur le revenu, l'opportunité pour le contribuable d'opter ou non pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu et le régime fiscal applicable dans le cas où le contribuable déciderait de se soustraire à l'application de l'imposition forfaitaire au taux de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et les conditions et modalités d'application de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus.

4.12.1.2 Personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (régime de droit commun)

Les revenus distribués au titre des actions de la Société détenues par les personnes morales dont la résidence est située en France ne seront, en principe, soumis à aucune retenue à la source.

Toutefois, si les dividendes versés par la Société sont payés hors de France dans un ETNC autre que ceux mentionnés au 2° du 2 bis l'article 238-0 A du CGI, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 %. Nonobstant ce qui précède, le prélèvement de 75 % ne s'applique pas si le débiteur apporte la preuve que les distributions de ces produits dans cet ETNC n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, la localisation dans un tel ETNC. La liste des ETNC est publiée par arrêté ministériel et peut être mise à jour à tout moment et en principe au moins une fois par an. Les dispositions du CGI se référant à l'article 238-0 A du CGI s'appliquent aux États ou territoires ajoutés à cette liste à compter du premier jour du troisième mois qui suit la publication de l'arrêté.

Les actionnaires personnes morales sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal habituel afin de déterminer la fiscalité qui leur sera applicable.

4.12.1.3 Autres actionnaires

Les actionnaires de la Société soumis à un régime d'imposition autre que ceux visés ci-avant, notamment les contribuables détenant leur actions dans le cadre d'un PEA ou dans le cadre d'un dispositif d'épargne salariale, ou dont les opérations portant sur des valeurs mobilières dépassent la simple gestion de portefeuille ou qui ont inscrit leurs actions à l'actif de leur bilan commercial, devront s'informer du régime fiscal s'appliquant à leur cas particulier auprès de leur conseil fiscal habituel.

4.12.2 Actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France

En l'état actuel de la législation fiscale française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales, les dispositions suivantes résument certaines conséquences fiscales

françaises en matière de prélèvements à la source sur les revenus d'actions de la Société, susceptibles de s'appliquer aux actionnaires (i) qui ne sont pas domiciliés en France au sens de l'article 4 B du CGI ou dont le siège social est situé hors de France et (ii) dont la propriété des actions n'est pas rattachable à une base fixe ou à un établissement stable soumis à l'impôt en France. Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

Les dividendes distribués par la Société font, en principe, l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le domicile fiscal ou le siège du bénéficiaire est situé hors de France.

Sous réserve de ce qui est dit ci-après, le taux de cette retenue à la source est fixé (i) à 12,8 % lorsque le bénéficiaire est une personne physique, (ii) à 15 % lorsque le bénéficiaire est un organisme qui a son siège dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et qui serait, s'il avait son siège en France, imposé conformément au régime spécial prévu au 5 de l'article 206 du CGI (lequel vise les organismes génériquement désignés comme « organismes sans but lucratif »), tel qu'interprété par la doctrine administrative (BOI-IS-CHAMP-10-50-10-40, en date du 25 mars 2013, n°580 et suivants) et par la jurisprudence applicable et (iii) au taux de droit commun de l'impôt sur les sociétés prévu à la première phrase du deuxième alinéa du I de l'article 219 du CGI fixé à (x) 26,5 % pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021 et (y) 25 % pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2022.

Toutefois, quel que soit le lieu du domicile fiscal ou du siège social du bénéficiaire, sous réserve des dispositions des conventions fiscales internationales, s'ils sont payés hors de France dans un ETNC autre que ceux mentionnés au 2° du 2 *bis* de l'article 238-0 A du CGI, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 %, sauf si la Société apporte la preuve que les distributions de ces dividendes dans cet ETNC n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel ETNC. La liste des ETNC est publiée par arrêté ministériel et peut être mise à jour à tout moment et en principe au moins une fois par an. Les dispositions du CGI se référant à l'article 238-0 A du CGI s'appliquent aux États ou territoires ajoutés à cette liste à compter du premier jour du troisième mois qui suit la publication de l'arrêté.

La retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en vertu notamment :

- (i) de l'article 119 *ter* du CGI applicable sous certaines conditions aux actionnaires personnes morales bénéficiaires effectifs des dividendes :
 - ayant leur siège de direction effective dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'élimination des doubles impositions contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et n'étant pas considérés, aux termes d'une convention en matière de double imposition conclue avec un État tiers, comme ayant leur résidence fiscale hors de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ;
 - revêtant l'une des formes énumérées à la partie A de l'annexe I à la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents ou une forme équivalente lorsque la société a son siège de direction effective dans un État partie à l'Espace économique européen ;
 - détenant au moins 10 % du capital de la société française distributrice pendant deux ans et remplissant toutes les autres conditions visées par cet article et telles qu'interprétées par la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-30-20-10, en date du 3 juillet 2019, étant toutefois précisé que (x) ce taux de détention est ramené à 5 % du capital de la société française distributrice lorsque la personne morale qui est le bénéficiaire effectif des dividendes détient une participation satisfaisant aux conditions prévues à l'article 145 du CGI et se trouve privée de toute possibilité d'imputer la retenue à la source et (y) que les taux de détention s'apprécient en tenant compte des détentions en pleine propriété ou en nue-propriété ; et
 - étant passible, dans l'État membre de l'Union européenne ou dans l'État partie à l'accord sur l'Espace économique européen où elle a son siège de direction effective, de l'impôt sur les sociétés de cet État, sans possibilité d'option et sans en être exonérée ;
 - étant précisé que l'article 119 *ter* du CGI ne s'applique pas aux dividendes distribués dans le cadre d'un montage ou d'une série de montages qui, ayant été mis en place pour obtenir, à titre d'objectif principal ou au titre d'un des objectifs principaux, un avantage fiscal allant à l'encontre

de l'objet ou de la finalité de l'article 119 *ter* du CGI, n'est pas authentique compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents ; ou

- (ii) de l'article 119 *quinquies* du CGI, tel que modifié par la loi n°2019-1479 de finances pour 2020 publiée au Journal Officiel le 29 décembre 2019, applicable aux actionnaires personnes morales (i) dont le résultat fiscal ou, le cas échéant, celui de l'établissement stable dans le résultat duquel les produits distribués sont inclus, calculé selon les règles de l'Etat ou du territoire où est situé leur siège de direction effective ou l'établissement stable, est déficitaire, (ii) situés (x) dans un Etat membre de l'Union européenne, (y) dans un autre Etat ou territoire partie à l'accord sur l'espace économique européen n'étant pas un ETNC et ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi qu'une convention d'assistance mutuelle en matière de recouvrement ayant une portée similaire à celle prévue par la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 ou (z) dans un Etat tiers à l'Union européenne ou l'espace économique européen, n'étant pas un ETNC et ayant conclu avec la France les conventions d'assistance administrative et d'assistance mutuelle au recouvrement mentionnées ci-dessus, sous réserve que la participation de l'actionnaire personne morale dans la Société ne lui permette pas de participer de manière effective à sa gestion ou à son contrôle, (iii) faisant l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire comparable à celle mentionnée à l'article L. 640-1 du Code de commerce (ou, à défaut d'existence d'une telle procédure, est dans un état de cessation des paiements et dans une situation où son redressement est manifestement impossible) et remplissant les autres conditions énoncées à l'article 119 *quinquies* du CGI ; ou
- (iii) des conventions fiscales internationales applicables le cas échéant.

Les actionnaires concernés sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer si, et à quelles conditions, ils peuvent bénéficier de l'une de ces exonérations ou d'une réduction de retenue à la source.

En outre, sont exonérés de retenue à la source les revenus distribués aux organismes de placement collectif constitués sur le fondement d'un droit étranger qui (i) sont situés dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales remplissant les conditions visées à l'article 119, *bis*, 2 du CGI, (ii) lèvent des capitaux auprès d'un certain nombre d'investisseurs en vue de les investir, conformément à une politique d'investissement définie, dans l'intérêt de ces investisseurs et (iii) présentent des caractéristiques similaires à celles d'organismes de placement collectif de droit français remplissant les conditions énoncées à l'article 119 *bis*, 2 du CGI et dans la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-30-20-70, en date du 12 août 2020.

Par ailleurs, l'article 235 *quater* du CGI issu de la loi n° 2019-1479 de finances pour 2020 publiée au Journal Officiel le 28 décembre 2019 prévoit un mécanisme de restitution de la retenue à la source assorti d'un report d'imposition applicable aux actionnaires personnes morales ou organismes (a) dont le résultat fiscal au titre de l'exercice de perception du dividende est déficitaire, (b) dont le siège ou l'établissement stable dans le résultat duquel les revenus et profits sont inclus est situé (x) dans un Etat membre de l'Union européenne, (y) dans un autre Etat partie à l'accord sur l'espace économique européen qui n'est pas un ETNC et ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi qu'une convention d'assistance mutuelle en matière de recouvrement ayant une portée similaire à celle prévue par la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 ou (z) dans un Etat non membre de l'Union européenne qui n'est pas partie à l'accord sur l'espace économique européen mais ayant conclu avec la France les conventions ci-dessus mentionnées, sous réserve que cet Etat ne soit pas un ETNC et que la participation détenue dans la société distributrice ne permette pas au bénéficiaire de participer de manière effective à la gestion ou au contrôle de cette société ou de cet organisme et (c) se conformant aux obligations déclaratives énoncées à l'article 235 *quater* du CGI. Le report d'imposition prend fin au titre de l'exercice au cours duquel l'actionnaire personne morale concerné redevient bénéficiaire ainsi que dans les cas énoncés à l'article 235 *quater* du CGI.

Il appartient aux actionnaires de la Société concernés de se rapprocher de leur conseil fiscal habituel afin (i) de déterminer s'ils sont susceptibles de se voir appliquer la législation relative aux ETNC et/ou de bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de la retenue à la source et/ou de se voir appliquer la mesure anti-abus, (ii) de connaître les modalités pratiques d'application de ces conventions fiscales telles que notamment prévues par la doctrine administrative BOI-INT-DG-20-20-20-20 en date du 12

septembre 2012, relatif à la procédure dite « normale » ou dite « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source et (iii) plus généralement de déterminer le régime fiscal applicable au regard de leur situation particulière.

Enfin, l'attention des actionnaires est attirée sur la mesure anti-abus codifiée à l'article 119 *bis* A du CGI, prévoyant l'application par l'agent payeur de la retenue à la source applicable aux dividendes en cas d'opérations de cessions temporaires de titres ou d'opérations similaires autour du paiement des dividendes permettant aux actionnaires non-résidents de sociétés françaises d'échapper à la retenue à la source normalement applicable. Dans ce cas, la retenue à la source s'applique sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir de la procédure dite « simplifiée » en vue de bénéficier des dispositions plus favorables de la convention fiscale éventuellement applicable. Le texte prévoit toutefois sous certaines conditions une mesure de sauvegarde permettant d'obtenir le remboursement de tout ou partie de la retenue à la source ainsi prélevée s'il apporte la preuve que ce versement correspond à une opération qui a principalement un objet et un effet autres que d'éviter l'application d'une retenue à la source ou d'obtenir l'octroi d'un avantage fiscal.

4.13 Taxe sur les transactions financières française (« TTF Française ») et droits d'enregistrement

Les acquisitions d'actions de la Société pourraient entrer dans le champ d'application de la TTF Française prévue à l'article 235 ter ZD du CGI qui s'applique, sous certaines conditions, à l'acquisition à titre onéreux de titres de capital ou assimilés admis aux négociations sur un marché réglementé français, européen ou étranger, lorsque ces titres sont émis par une société dont le siège social est situé en France et dont la capitalisation boursière excède un milliard d'euros au 1^{er} décembre de l'année précédant celle de l'imposition. Une liste des sociétés entrant dans le champ de la TTF Française est publiée chaque année. Dans la mesure où, sur la base de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, la capitalisation boursière de la Société devrait excéder un milliard d'euros au 1^{er} décembre 2021, la Société pourrait faire partie de cette liste à compter du 1^{er} janvier 2022. Par conséquent, la TTF Française sera due au taux de 0,3 % du prix d'acquisition des actions de la Société par leurs acquéreurs sur le marché secondaire pour les acquisitions intervenant à compter du 1^{er} janvier 2022 (sous réserve de certaines exceptions).

Par ailleurs, si elle est constatée par un acte (quel que soit le lieu de signature de l'acte), et si elle n'est pas soumise à la TTF Française, la cession des actions de la Société est soumise aux droits d'enregistrement de 0,1% visés à l'article 726 du CGI, sous réserve de l'application d'une exonération.

La TTF Française et les droits d'enregistrement éventuellement dus pourraient augmenter les coûts transactionnels liés aux achats et ventes d'actions de la Société et pourraient réduire la liquidité du marché pour les actions de la Société. Il est conseillé aux détenteurs potentiels des actions de la Société de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel pour s'informer des conséquences potentielles de la TTF Française et des droits d'enregistrement.

5 CONDITIONS DE L'OFFRE

5.1 CONDITIONS DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES DES DEMANDES D'ACHAT

5.1.1 Conditions de l'Offre

L'Offre (telle que définie ci-dessous) s'effectuera par la mise sur le marché d'un nombre total maximum de 24.864.865 actions ordinaires, correspondant à 18.918.919 Actions Nouvelles (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) et un maximum de 2.702.702 Actions Cédées Initiales et, le cas échéant, d'un nombre maximum de 3.243.244 Actions Cédées Supplémentaires en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre).

Préalablement à la première cotation des actions de la Société, il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« **Offre** »), comprenant :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« **Offre à Prix Ouvert** » ou l'« **OPO** ») ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « **Placement Global** ») comportant :
 - un placement en France ; et
 - un placement privé international dans certains pays, y compris aux Etats-Unis d'Amérique en vertu de la règle 144A du *U.S. Securities Act* de 1933, tel que modifié (le « **Securities Act** »), et à l'extérieur des Etats-Unis d'Amérique en vertu de la *Regulation S* du *Securities Act*.

La diffusion des Actions Offertes dans le public en France aura lieu conformément aux dispositions des articles P 1.2.1 et suivants du Livre II des Règles de marché d'Euronext Paris relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français. La répartition des Actions Offertes entre le Placement Global, d'une part, et l'OPO, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 315-6 du règlement général de l'AMF. Un minimum de 10 % du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre (hors exercice éventuel de l'Option de Surallocation) sera offert dans le cadre de l'OPO. En conséquence, si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres de souscription émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10 % du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre avant exercice éventuel de l'Option de Surallocation. Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO est inférieure à 10 % du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre (hors exercice éventuel de l'Option de Surallocation), le solde des Actions Offertes non allouées dans le cadre de l'OPO sera offert dans le cadre du Placement Global.

Calendrier indicatif

4 octobre 2021	Approbation du Prospectus par l'AMF.
5 octobre 2021	Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre et la mise à disposition du Prospectus. Publication par Euronext Paris de l'avis d'ouverture de l'OPO. Ouverture de l'OPO et du Placement Global.
13 octobre 2021	Clôture de l'OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les achats aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les achats par Internet.
14 octobre 2021	Clôture du Placement Global à 12 heures (heure de Paris). Fixation du Prix de l'Offre. Signature du Contrat de Garantie. Diffusion du communiqué de presse indiquant le prix de l'Offre. Publication par Euronext Paris de l'avis de résultat de l'Offre. Première cotation des actions de la Société sur Euronext Paris. Début de la période de stabilisation.

15 octobre 2021	Début des négociations des actions de la Société sur Euronext Paris (sur une ligne de cotation intitulée « OVH Promesses » jusqu'à la date de règlement livraison de l'OPO et du Placement Global).
18 octobre 2021	Règlement-livraison de l'OPO et du Placement Global.
19 octobre 2021	Début des négociations des actions de la Société sur Euronext Paris sur une ligne de cotation intitulée « OVH ».
13 novembre 2021	Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation. Fin de la période de stabilisation.

5.1.2 Montant de l'Offre

Le montant du produit brut de l'émission des Actions Nouvelles est d'environ 350 millions d'euros.

Le montant du produit net de l'émission des Actions Nouvelles est estimé à environ 315 millions d'euros.

Le montant du produit brut de l'émission des Actions Cédées en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation, est estimé à un maximum de 110 millions d'euros sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix (dont 50 millions d'euros au titre des Actions Cédées Initiales) et à un maximum d'environ 115 millions d'euros sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative de prix (dont 54 millions d'euros au titre des Actions Cédées Initiales).

Les dépenses liées à l'Offre à la charge de la Société sont estimées à environ 35 millions d'euros, dont environ 7 millions de dépenses liées au dénouement d'instruments attribués par le Groupe aux salariés étrangers (« actions fantômes » visées dans la note 4.27 « Paiements en actions » des comptes 2018, 2019 et 2020 de la Société), réglés en trésorerie en cas d'introduction en bourse.

En cas d'insuffisance des souscriptions, la priorité sera donnée à la tranche primaire, étant précisé que l'augmentation de capital pourrait être réduite sans que ce montant ne puisse être inférieur à 75% du montant de 350 millions d'euros.

5.1.3 Procédure et période de l'Offre

5.1.3.1 Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert

Durée de l'OPO

L'OPO débutera le 5 octobre 2021 et prendra fin le 13 octobre 2021 à 17 heures (heure de Paris) pour les achats aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les achats par Internet. La date de clôture de l'OPO pourrait être modifiée (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération).

Nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO

Un minimum de 10 % du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre sera offert dans le cadre de l'OPO.

Le nombre d'Actions Offertes Initiales dans le cadre de l'OPO pourra être augmenté ou diminué conformément aux modalités détaillées au paragraphe 5.1.1 de la présente note d'opération.

Personnes habilitées, réception et transmission des ordres de souscription

Les personnes habilitées à émettre des ordres de souscription dans le cadre de l'OPO sont les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des Etats partie à l'accord et au protocole de l'Espace Economique Européen (Etats membres de l'Union européenne, Islande, Norvège et Liechtenstein, ci-après les « **Etats appartenant à l'EEE** »), les fonds communs de placement ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'Etats autres que les Etats appartenant à l'EEE, ainsi que les associations et clubs d'investissement domiciliés en France ou dans des Etats appartenant à l'EEE et dont les membres sont ressortissants français ou de l'un des Etats appartenant à l'EEE, sous réserve des stipulations figurant au paragraphe 5.2.1 de la présente note d'opération. Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué au paragraphe 5.2.1 de la présente note d'opération.

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France de comptes permettant la souscription et l'achat d'actions dans le cadre de l'OPO devront à cette fin ouvrir un tel compte chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

L'ordre de souscription devra être signé par le donneur d'ordres ou son représentant ou, en cas de gestion sous mandat, son mandataire. Dans ce dernier cas, le gestionnaire devra :

- soit disposer d'un mandat prévoyant des stipulations spécifiques aux termes desquelles son client s'est engagé, dans le cadre d'opérations où chaque investisseur n'est autorisé à passer qu'un seul ordre de souscription, à ne pas passer d'ordres de souscription sans avoir demandé et obtenu une confirmation écrite du gestionnaire qu'il n'a pas passé un ordre de souscription portant sur les mêmes titres dans le cadre du mandat de gestion ;
- soit mettre en place toute autre mesure raisonnable visant à prévenir les ordres de souscription multiples (par exemple, information du client par le gestionnaire qu'il a passé un ordre de souscription pour son compte et qu'en conséquence, le client ne peut passer directement un ordre de souscription de même nature sans l'avoir informé par écrit, avant la clôture de l'opération, de sa décision afin que le gestionnaire puisse annuler l'ordre de souscription correspondant).

Catégories d'ordres de souscription susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO

Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres de souscription auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 13 octobre 2021 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions ou achats aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions ou achats par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier.

En application de l'article P 1.2.16 du Livre II des Règles de marché d'Euronext Paris relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français, deux catégories d'ordres de souscription sont susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO :

- fraction d'ordre de souscription A1 : entre 10 et 200 actions incluses ; et
- fraction d'ordre de souscription A2 : au-delà de 200 actions.

L'avis de résultat de l'OPO qui sera publié par Euronext Paris indiquera les réductions éventuelles appliquées aux ordres, étant précisé que les fractions d'ordre de souscription A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordre de souscription A2 dans le cas où tous les ordres de souscription ne pourraient pas être entièrement satisfaits.

Il est par ailleurs précisé que :

- chaque ordre de souscription doit porter sur un minimum de 10 actions ;
- un même donneur d'ordre ne pourra émettre qu'un seul ordre de souscription ; cet ordre de souscription ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;
- s'agissant d'un compte joint, il ne pourra être émis qu'un maximum de deux ordres de souscription ;
- le regroupement des actions souscrites ou acquises au nom des membres d'un même foyer fiscal (ordres de souscription familiaux) sera possible ;
- chaque membre d'un foyer fiscal pourra transmettre un ordre. L'ordre de souscription d'un mineur sera formulé par son représentant légal ; chacun de ces ordres de souscription bénéficiera des avantages qui lui sont normalement attachés ; en cas de réduction, celle-ci s'appliquera séparément aux ordres de souscription de chacun desdits membres du foyer fiscal ;
- aucun ordre de souscription ne pourra porter sur un nombre d'actions représentant plus de 20 % du nombre minimal d'Actions Offertes dans le cadre de l'OPO ;
- les ordres de souscription pourront être servis avec réduction, suivant les modalités définies ci-dessous ;
- au cas où l'application du ou des taux de réduction n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur ;

- les ordres de souscription seront exprimés en nombre d'actions sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre ; et
- les conditions de révocabilité des ordres de souscription sont précisées au paragraphe « Révocation des ordres de souscription » ci-dessous et au paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération.

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront les ordres de souscription reçus à Euronext Paris, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis d'ouverture de l'OPO qui sera diffusé par Euronext Paris.

Il est rappelé que les ordres de souscription seraient nuls si le communiqué de presse de la Société indiquant les modalités définitives de l'Offre n'était pas diffusé.

Réduction des ordres de souscription

Les fractions d'ordres de souscription A1 sont prioritaires par rapport aux fractions d'ordres de souscription A2 ; un taux de réduction pouvant aller jusqu'à 100 % peut être appliqué aux fractions d'ordres de souscription A2 pour servir les fractions d'ordres de souscription A1.

Les réductions seront effectuées de manière proportionnelle au sein de chaque catégorie d'ordre. Dans le cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.

Révocation des ordres de souscription

Les ordres de souscription passés dans le cadre de l'OPO seront révocables. Les modalités pratiques de révocation des ordres sont déterminées par chaque intermédiaire financier. Il appartient donc aux investisseurs de se rapprocher de leur intermédiaire financier pour connaître ces modalités.

Par ailleurs, les cas de révocabilité liés à des modifications des conditions de l'Offre sont décrits au paragraphe 5.3.2.3 de la présente note d'opération.

Résultat de l'OPO

Le résultat de l'OPO fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext Paris dont la diffusion est prévue le 14 octobre 2021, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

L'avis d'Euronext Paris précisera le taux de réduction éventuellement appliqué aux ordres.

5.1.3.2 Caractéristiques principales du Placement Global

Durée du Placement Global

Le Placement Global débutera le 5 octobre 2021 et prendra fin le 14 octobre 2021 à 12 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPO (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération), la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération).

Personnes habilitées à émettre des ordres de souscription dans le cadre du Placement Global

Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France, y compris aux Etats-Unis d'Amérique en vertu de la règle 144A du *Securities Act*, et à l'extérieur des Etats-Unis d'Amérique en vertu de la *Regulation S* du *Securities Act*.

Ordres de souscription susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Les ordres de souscription seront exprimés en nombre d'actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

Réception et transmission des ordres de souscription susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Pour être pris en compte, les ordres de souscription émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par l'un ou plusieurs des Garants (tel que ce terme est défini ci-après) au plus tard le 14 octobre 2021 à 12 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.

Seuls les ordres de souscription à un prix exprimé en euros, supérieur ou égal au Prix de l'Offre, qui sera fixé dans le cadre du Placement Global dans les conditions indiquées au paragraphe 5.3.1 de la présente note d'opération, seront pris en considération dans la procédure d'allocation.

Réduction des ordres de souscription

Les ordres de souscription émis dans le cadre du Placement Global pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle.

Révocation des ordres de souscription

Tout ordre de souscription émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué auprès du Garant ayant reçu cet ordre de souscription et ce jusqu'au 14 octobre 2021 à 12 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée ou prorogation (voir paragraphe 5.3.2.4 de la présente note d'opération).

Résultat du Placement Global

Le résultat du Placement Global fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext Paris dont la diffusion est prévue le 14 octobre 2021, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

5.1.4 Révocation ou suspension de l'Offre

L'Offre sera réalisée sous réserve que le Contrat de Garantie visé au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération soit signé et ne soit pas résilié au plus tard à la date de règlement-livraison et que le certificat du dépositaire des fonds relatif à l'émission des Actions Nouvelles soit émis.

En conséquence, en cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Garantie ou de non-émission du certificat du dépositaire des fonds, les ordres de souscription et l'Offre seraient rétroactivement annulés. En cas de résiliation du Contrat de Garantie ou de non-émission du certificat du dépositaire des fonds, toutes les négociations des actions intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison seraient annulées de façon rétroactive et devraient être dénouées. Plus précisément :

- l'OPO, le Placement Global ainsi que l'ensemble des ordres de souscription passés dans ce cadre, seraient annulés de façon rétroactive ; et
- l'ensemble des négociations sur les actions intervenues jusqu'à (et y compris) la date du règlement-livraison seraient annulées de façon rétroactive et devraient être dénouées, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts en résultant.

En cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Garantie ou de non-émission du certificat du dépositaire des fonds, les Actions Offertes ne seront admises aux négociations sur Euronext Paris.

En cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Garantie ou de non-émission du certificat du dépositaire des fonds, la Société diffusera un communiqué de presse et informera Euronext Paris qui publiera un avis.

En cas d'insuffisance des souscriptions, la priorité sera donnée à la tranche primaire, étant précisé que l'augmentation de capital pourrait être réduite sans que ce montant ne puisse être inférieur à 75% du montant de 350 millions d'euros.

5.1.5 Réduction des ordres

Voir le paragraphe 5.1.3 de la présente note d'opération pour une description de la réduction des ordres de souscription émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.6 Nombre minimal ou maximal d'actions sur lequel peut porter un ordre de souscription

Voir le paragraphe 5.1.3 de la présente note d'opération pour le détail des nombres minimal ou maximal d'actions sur lesquelles peuvent porter les ordres de souscription émis dans le cadre de l'OPO.

Il n'y a pas de montant minimal et maximal des ordres de souscription émis dans le cadre du Placement Global.

5.1.7 Révocation des ordres de souscription

Voir respectivement les paragraphes 5.1.3.1 et 5.1.3.2 de la présente note d'opération pour une description de la révocation des ordres de souscription émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global.

5.1.8 Versement des fonds et modalités de délivrance des Actions Offertes

Le prix des Actions Offertes achetées ou souscrites dans le cadre de l'Offre devra être versé comptant par les donneurs d'ordres au plus tard à la date de règlement-livraison de l'Offre, soit, selon le calendrier indicatif, le 18 octobre 2021.

Les actions seront enregistrées au compte des donneurs d'ordres de souscription dès que possible à compter de la diffusion de l'avis de résultat de l'Offre par Euronext Paris soit, selon le calendrier indicatif, à partir du 14 octobre 2021 et au plus tard à la date de règlement-livraison soit, selon le calendrier indicatif, le 18 octobre 2021.

Le règlement des fonds à la Société relatifs à l'émission des Actions Nouvelles est prévu à la date de règlement-livraison de l'Offre, soit le 18 octobre 2021.

5.1.9 Publication des résultats de l'Offre

Les résultats et les modalités définitives de l'Offre feront l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext Paris dont la diffusion est prévue le 14 octobre 2021, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre

5.2 PLAN DE DISTRIBUTION ET D'ALLOCATION DES VALEURS MOBILIERES

5.2.1 Catégorie d'investisseurs potentiels - Pays dans lesquels l'Offre sera ouverte - Restrictions applicables à l'Offre

5.2.1.1 Catégorie d'investisseurs potentiels et pays dans lesquels l'Offre sera ouverte

L'Offre comprend :

- une offre au public en France réalisée sous forme d'une Offre à Prix Ouvert principalement destinée aux personnes physiques ; et
- un Placement Global principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant :
 - un placement en France ; et
 - un placement privé international dans certains pays, y compris aux Etats-Unis d'Amérique en vertu de la règle 144A du *Securities Act* et à l'extérieur des Etats-Unis d'Amérique en vertu de la *Regulation S* du *Securities Act*.

Conformément aux exigences en matière de gouvernance des produits prévues par : (a) la Directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers, telle que modifiée (« **MiFID II** ») ; (b) les articles 9 et 10 de la directive déléguée (UE) 2017/593 complétant la directive MiFID II ; et (c) les mesures de transposition locales (ensemble, les « **Exigences en matière de gouvernance des produits** »), et déclinant toute responsabilité, découlant de délit, contrat ou autre, que tout « producteur » (au sens des Exigences en matière de gouvernance des produits) pourrait avoir à cet égard, les Actions Offertes ont été soumises à un processus d'approbation à l'issu duquel les Actions Offertes ont été déterminées comme : (i) compatibles avec un marché cible final d'investisseurs de détail et d'investisseurs remplissant les critères des clients professionnels et des contreparties éligibles, tels que définis dans la directive MiFID II ; et (ii) éligibles à la distribution par tous les canaux de distribution, tel qu'autorisé par la directive MiFID II (l'« **Evaluation du marché cible** »). Nonobstant l'Evaluation du marché cible, les distributeurs doivent noter que : le prix des Actions Offertes pourrait baisser et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement ; les Actions Offertes n'offrent aucun revenu garanti ni aucune garantie en capital ; un investissement dans les Actions Offertes n'est par ailleurs adapté que pour des investisseurs qui n'ont pas besoin d'un revenu garanti ou d'une garantie en capital, qui (seuls ou avec l'aide d'un

conseiller financier ou autre) sont capables d'évaluer les avantages et les risques d'un tel investissement et qui disposent de ressources suffisantes pour supporter les pertes qui pourraient en résulter.

L'Evaluation du marché cible est sans préjudice des exigences de restrictions de vente contractuelles, légales ou réglementaires applicables à l'Offre, figurant notamment au paragraphe 5.2.1.2 ci-dessous.

A toutes fins utiles, l'Evaluation du Marché Cible ne constitue pas: (a) une évaluation pour un client donné de la pertinence ou de l'adéquation aux fins de la directive MiFID II; ou (b) une recommandation à tout investisseur ou groupe d'investisseurs d'investir, d'acheter ou de prendre toute autre mesure à l'égard des Actions Offertes.

Chaque distributeur est responsable de réaliser sa propre évaluation du marché cible applicable aux Actions Offertes et de déterminer les canaux de distribution appropriés.

5.2.1.2 Restrictions applicables à l'offre

La diffusion du Document d'Enregistrement, du Supplément au Document d'Enregistrement, de la présente note d'opération, du résumé du Prospectus ou de tout autre document ou information relatifs aux opérations prévues par la présente note d'opération ou l'offre ou la vente ou l'achat des actions de la Société peuvent, dans certains pays, y compris les États-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession des documents susvisés doivent s'informer des éventuelles restrictions découlant de la réglementation locale et s'y conformer. Les intermédiaires habilités ne pourront accepter aucun ordre de souscription émanant de clients ayant une adresse située dans un pays ayant instauré de telles restrictions et les ordres de souscription correspondants seront réputés être nuls et non avenue.

Toute personne (y compris les *trustees* et les *nominees*) recevant le Document d'Enregistrement, le Supplément au Document d'Enregistrement, la présente note d'opération, le Prospectus, son résumé ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre, ne doit le distribuer ou le faire parvenir dans de tels pays qu'en conformité avec les lois et réglementations qui y sont applicables.

Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait ou permettrait la transmission des documents susvisés dans de tels pays, doit attirer l'attention du destinataire sur les stipulations de la présente section.

La présente note d'opération, le Document d'Enregistrement, le Supplément au Document d'Enregistrement, le Prospectus, son résumé et les autres documents relatifs aux opérations prévues par la présente note d'opération ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation d'une offre de souscription ou d'achat de valeurs mobilières dans tout pays dans lequel une telle offre ou sollicitation serait illégale. La présente note d'opération, le Document d'Enregistrement, le Supplément au Document d'Enregistrement, le Prospectus et son résumé n'ont fait l'objet d'aucune approbation en dehors de France.

Les Garants n'offriront les actions à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans les pays où ils feront cette offre de vente.

Restrictions concernant les Etats de l'Espace Economique Européen (autres que la France)

S'agissant des Etats membres de l'Espace Economique Européen autres que la France (les « **Etats Membres** »), aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des actions de la Société rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un des Etats Membres. Par conséquent, les actions de la Société peuvent être offertes dans les Etats membres uniquement :

- à des investisseurs qualifiés, tels que définis par le Règlement Prospectus ;
- à moins de 150 personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans le Règlement Prospectus) par Etat Membre ; ou
- dans des circonstances entrant dans le champ d'application de l'article 3(2) du Règlement Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, (i) l'expression « offre au public des actions » dans un Etat membre donné signifie toute communication adressée sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit à des personnes et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les titres

à offrir, de manière à mettre un investisseur en mesure de décider d'acheter ou souscrire ces valeurs mobilières. L'expression « Règlement Prospectus » signifie le Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017.

Ces restrictions de vente concernant les Etats membres s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les États membres.

Restrictions concernant les Etats-Unis d'Amérique

Les actions de la Société n'ont pas été et ne seront pas enregistrées en application du *Securities Act*, ni auprès d'aucune autorité de régulation boursière dépendant d'un État ou d'une autre juridiction aux Etats-Unis. En conséquence, les actions de la Société ne peuvent être ni offertes, vendues, nanties, livrées ou autrement cédées ou transférées de quelque manière que ce soit aux Etats-Unis d'Amérique qu'à travers un régime d'exonération prévu par ledit *Securities Act* et dans le respect de la réglementation applicable dans les différents Etats. Par conséquent, les actions ne sont offertes et vendues qu'à des investisseurs qualifiés (*qualified institutional buyers (QIBs)*) tels que définis par la Règle 144A prise en application du *Securities Act* et en dehors des Etats-Unis d'Amérique dans le cadre d'opérations extra-territoriales (*offshore transactions*), conformément à la *Regulation S* prise en application du *Securities Act*. Le Document d'Enregistrement, le Supplément au Document d'Enregistrement, la présente note d'opération, le résumé du Prospectus et tout autre document établis dans le cadre de la présente opération ne doivent pas être distribués aux Etats-Unis d'Amérique.

Restrictions concernant le Royaume-Uni

Le Prospectus est distribué et destiné uniquement aux personnes qui (i) sont situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) sont des « *investment professionals* » (à savoir, notamment, des personnes ayant une expérience professionnelle en matière d'investissement) selon l'article 19(5) du *Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion)* (le « **FSMA** ») *Order* 2005 (l'« **Ordre** »), ou (iii) sont des « *high net worth entities* » ou toute autre personne entrant dans le champ d'application de l'article 49(2) (a) à (d) de l'Ordre (« *high net worth companies* », « *unincorporated associations* », etc.) (ci-après dénommées ensemble les « **Personnes Qualifiées** »). Les actions de la Société ne sont disponibles qu'aux Personnes Qualifiées, et toute invitation, offre ou accord d'achat des actions de la Société ne pourront être proposé ou conclu qu'avec des Personnes Qualifiées. Les actions de la Société visées dans le Prospectus ne pourront être offertes au profit de personnes situées au Royaume-Uni autres que des Personnes Qualifiées. Toute personne autre qu'une Personne Qualifiée ne devra pas agir ou se fonder sur le Prospectus ou l'une quelconque de ses dispositions. Les personnes en charge de la diffusion du Prospectus doivent se conformer aux conditions légales de la diffusion du Prospectus.

Les Garants (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération) reconnaissent et garantissent chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont respecté et respecteront l'ensemble des dispositions du FSMA applicables à tout ce qui a été ou sera entrepris relativement aux actions de la Société dont la cession est envisagée dans le Prospectus, que ce soit au Royaume-Uni, à partir du Royaume-Uni ou dans toute autre circonstance impliquant le Royaume-Uni ; et
- qu'ils n'ont pas communiqué ou fait communiquer, et ne communiqueront ni ne feront communiquer une quelconque invitation ou incitation à se livrer à une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du FSMA) reçue par eux et relative à la cession des actions de la Société dont la cession est envisagée dans le Prospectus, sauf dans les circonstances dans lesquelles l'article 21(1) du FSMA ne s'applique pas à la Société.

Restrictions concernant le Canada

Aucun prospectus relatif à l'Offre n'a été diffusé et ne sera diffusé au public conformément aux règles boursières d'une quelconque province ou territoire du Canada. Les actions ne peuvent être offertes ou vendues, directement ou indirectement, au Canada ou dans toute province ou territoire du Canada sauf en cas d'accord des Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés et en conformité avec la législation boursière applicable de chaque province ou territoire canadien concerné. Dans ce cas, toute vente d'actions sera réalisée (i) par des personnes habilitées à vendre de tels titres ou bénéficiant d'une dérogation aux habilitations prévues par la loi boursière canadienne et (ii) en dérogation aux exigences de la législation boursière en matière de prospectus de chaque province ou territoire canadien concerné.

Restrictions concernant le Japon et l'Australie

Les Actions Offertes ne pourront être offertes ou vendues au Japon et, sous réserve de certaines exceptions, en Australie.

5.2.2 Intentions d'achat des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait passer un ordre d'achat et de souscription de plus de 5%

Néant.

5.2.3 Information pré-allocation

Ces informations figurent aux paragraphes 5.1.1 et 5.1.3 de la présente note d'opération.

5.2.4 Notification aux souscripteurs

Dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier.

Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par les Garants (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération).

5.3 FIXATION DU PRIX DES ACTIONS OFFERTES

5.3.1 Méthode de fixation du prix des Actions Offertes

5.3.1.1 Prix des actions offertes

Le prix des actions offertes dans le cadre de l'OPO sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « **Prix de l'Offre** »).

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 14 octobre 2021 par le Conseil d'administration de la Société, étant précisé que cette date pourrait être reportée ou avancée comme indiqué au paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération.

Le Prix de l'Offre fixé par le Conseil d'administration de la Société résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre du Placement Global et des demandes émises par les investisseurs selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.

5.3.1.2 Fourchette indicative du Prix de l'Offre

Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette indicative de prix comprise entre 18,50 euros et 20 euros par action, fourchette arrêtée par le Conseil d'administration de la Société lors de sa réunion du 3 octobre 2021 au vu des conditions de marché prévalant à la date de sa décision, et qui pourra être modifiée à tout moment jusqu'au et y compris le jour prévu pour la fixation du Prix de l'Offre.

CETTE INFORMATION EST DONNEE A TITRE PUREMENT INDICATIF ET NE PREJUGE EN AUCUN CAS DU PRIX DE L'OFFRE QUI POURRA ETRE FIXE EN DEHORS DE CETTE FOURCHETTE.

En cas de fixation du prix en dehors de la fourchette de prix, les investisseurs sont invités à se référer à la section 5.3.2 de la présente note d'opération.

5.3.2 Procédure de publication du Prix de l'Offre et des modifications des paramètres de l'Offre

5.3.2.1 Date de fixation du Prix de l'Offre

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 14 octobre 2021, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes (voir paragraphe 5.3.2.4 de la présente

note d'opération). Dans ce cas, la nouvelle date prévue pour la détermination du Prix de l'Offre fera l'objet d'un avis diffusé par Euronext Paris et d'un communiqué de presse diffusé par la Société au plus tard la veille de la date de clôture initiale de l'OPO (sans préjudice des stipulations relatives à la modification de la date de clôture du Placement Global et de l'OPO en cas de modification de la fourchette indicative de prix ou de fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette indicative de prix).

Les ordres de souscription émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion de l'avis d'Euronext Paris et du communiqué de presse de la Société susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

5.3.2.2 Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Offertes

Le Prix de l'Offre et le nombre définitif d'Actions Offertes seront portés à la connaissance du public par un communiqué de presse diffusé par la Société et par un avis diffusé par Euronext Paris le 14 octobre 2021 selon le calendrier indicatif, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

5.3.2.3 Modification de la fourchette indicative de prix et fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette indicative de prix

Modifications donnant lieu à révocabilité des ordres de souscription émis dans le cadre de l'OPO

En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette indicative de prix ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette indicative de prix (le cas échéant, modifiée), la procédure suivante s'appliquera :

- Publication des nouvelles modalités : les nouvelles modalités de l'Offre seront portées à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris. Le communiqué de presse de la Société et l'avis d'Euronext Paris susvisés indiqueront la nouvelle fourchette de prix, et le cas échéant, le nouveau calendrier, avec la nouvelle date de clôture de l'OPO, la nouvelle date prévue pour la fixation du Prix de l'Offre et la nouvelle date de règlement-livraison.
- Date de clôture de l'OPO : la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de participation à l'OPO sera ouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins trois jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué susvisé et la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).
- Révocabilité des ordres de souscription émis dans le cadre de l'OPO : tous les ordres de souscription émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse. De nouveaux ordres de souscription pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse dont les conditions de révocabilité sont décrites au paragraphe 5.1.3.1 de la présente note d'opération.

Modifications ne donnant pas lieu à révocabilité des ordres de souscription émis dans le cadre de l'OPO

Le Prix de l'Offre pourrait être librement fixé en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou la fourchette indicative de prix pourrait être modifiée librement à la baisse. Le Prix de l'Offre ou la nouvelle fourchette indicative de prix serait alors communiqué au public dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2.2 de la présente note d'opération en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre.

En conséquence si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou si la modification à la baisse de la fourchette indicative de prix n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, le Prix de l'Offre sera porté à la connaissance du public par le communiqué de presse diffusé par la Société et l'avis d'Euronext Paris visés au paragraphe 5.3.2.2 de la présente note d'opération, dont la diffusion devrait intervenir, selon le calendrier indicatif, le 14 octobre 2021, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre, auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

En revanche, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou si la modification à la baisse de la fourchette indicative de prix avait un impact significatif sur

les autres caractéristiques de l'Offre, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.

5.3.2.4 Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre

Les dates de clôture du Placement Global et de l'OPO pourront être avancées (sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à trois jours de bourse) ou prorogées dans les conditions suivantes :

- si la date de clôture est avancée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris annonçant cette modification au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture ;
- si la date de clôture est prorogée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris annonçant cette modification au plus tard la veille de la date de clôture initiale. Dans ce cas, les ordres de souscription émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué de presse de la Société et de l'avis d'Euronext Paris susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

5.3.2.5 Modifications significatives des modalités de l'Offre

En cas de modification significative des modalités initialement arrêtées pour l'Offre non prévue par la présente note d'opération, un supplément au Prospectus serait soumise à l'approbation de l'AMF. Les ordres de souscription émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'approuvait pas ce supplément au Prospectus. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la mise à disposition du supplément au Prospectus approuvée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins trois jours de négociation après la mise à disposition de celle-ci (voir paragraphe 5.3.2.3 de la présente note d'opération pour une description de cas dans lesquels le présent paragraphe s'appliquerait).

5.3.3 **Restrictions ou suppression du droit préférentiel de souscription**

Les Actions Nouvelles sont émises en vertu de la quinzième décision adoptée dans le cadre de la consultation écrite des actionnaires de la Société clôturée le 27 septembre 2021 autorisant une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (voir le paragraphe 4.6 de la présente note d'opération).

5.3.4 **Disparité de prix**

Néant.

5.4 **PLACEMENT ET GARANTIE**

5.4.1 **Coordonnées des Garants**

Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés :

BNP Paribas

16, boulevard des Italiens
75009 Paris
France

Citigroup Global Markets Europe AG

Reuterweg 16
60323 Frankfurt am Main
Germany

J.P. Morgan AG

Taunustor 1 (TaunusTurm)
60310 Frankfurt am Main
Germany

KKR Capital Markets (Ireland) Limited

75, St. Stephen's Green
Dublin 2
Ireland

Chefs de File et Teneurs de Livre Associés :

Credit Suisse Bank (Europe) S.A.

calle Ayala 42, 3 Planta-B
Madrid, 28001
Spain

Goldman Sachs Bank Europe SE

Marienturm
Taunusanlage 9-10
D-60329 Frankfurt am Main
Germany

Morgan Stanley Europe SE

Grosse Galustrasse 18
60312 Frankfurt am Main
Germany

Société Générale

29 boulevard Haussmann
75009 Paris
France

Chef de File Associé :

Crédit Industriel et Commercial S.A.

6, avenue de Provence
75452 Paris
France

5.4.2 Coordonnées de l'établissement en charge du service des titres et du service financier

Le service des titres de la Société (tenue du registre des actionnaires nominatifs purs et administrés) et le service financier (paiement des dividendes) seront assurés par BNP Paribas Securities Services (9 rue du Débarcadère, 93500 Pantin, France).

5.4.3 Garantie

L'Offre fera l'objet d'un contrat de garantie avec un groupe d'établissements financiers composé de BNP Paribas, Citigroup Global Markets Europe AG, J.P. Morgan AG et KKR Capital Markets (Ireland) Limited, en qualité de coordinateurs globaux, chefs de file et teneurs de livre associés (les « **Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés** »), de Crédit Suisse Bank (Europe) S.A., Goldman Sachs Bank Europe SE, Morgan Stanley Europe SE et Société Générale en qualité de chefs de file et teneurs de livre associés (les « **Chefs de File et Teneurs de Livre Associés** ») et de Crédit Industriel et Commercial S.A. en qualité de chef de file associé (le « **Chef de File Associé** ») et ensemble avec les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés, les « **Garants** ») portant sur l'intégralité des Actions Offertes (le « **Contrat de Garantie** »).

Cette garantie ne constituera pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du Code de commerce.

Aux termes de ce contrat de garantie, les Garants prendront l'engagement, conjointement et sans solidarité entre eux, de souscrire ou d'acquérir, selon le cas, les Actions Offertes Initiales non souscrites ou non acquises à l'issue de la période d'offre.

Le montant maximum des commissions de placement et de garantie s'élèvera à environ 12 millions d'euros (dont environ 9 millions d'euros à la charge de la Société).

La signature du Contrat de Garantie interviendra le jour de la fixation du Prix de l'Offre, prévue, selon le calendrier indicatif, le 14 octobre 2021.

Le Contrat de Garantie pourra être résilié par les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés, pour le compte des Garants, à tout moment jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre, sous certaines conditions et dans certaines circonstances, notamment en cas d'inexactitude des déclarations et garanties ou de non-respect de l'un des engagements de la Société ou des Actionnaires Cédants, dans l'hypothèse où l'une des conditions suspensives usuelles ne serait pas réalisée, ou encore en cas de changement défavorable important dans la situation de la Société ou du Groupe dans son ensemble ou en cas de survenance de certaines circonstances internationales ou nationales affectant notamment la France, le Royaume-Uni ou les États-Unis (notamment, limitation, interruption ou suspension des négociations ou interruption du règlement livraison sur les marchés réglementés ou interruption des activités bancaires, actes de terrorisme, déclaration de guerre ou tout autre changement significatif de la situation financière, économique ou politique nationale ou internationale).

Dans l'hypothèse où le Contrat de Garantie ne serait pas signé, l'opération d'introduction en bourse de la Société et l'Offre seraient annulées. Dans l'hypothèse où le Contrat de Garantie serait résilié conformément à ses termes, l'opération d'introduction en bourse de la Société et l'Offre seraient rétroactivement annulées, le certificat du dépositaire des fonds ne serait pas émis à la date de règlement livraison de l'Offre et toutes les négociations intervenues depuis la date des premières négociations seraient rétroactivement annulées qu'elles portent sur les Actions Existantes ou les Actions Nouvelles, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation. Plus précisément :

- l'OPO et le Placement Global ainsi que l'ensemble des ordres de souscription passés à ce titre, seraient annulés de façon rétroactive ;
- l'ensemble des négociations portant sur les actions de la Société intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison seraient annulées de façon rétroactive et devraient être dénouées, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, de telles annulations.

En cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Garantie, cette information fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris.

5.4.4 Engagement de conservation

Ces informations figurent au paragraphe 7.4 de la présente note d'opération.

5.4.5 Date de signature du Contrat de Garantie et de règlement-livraison des Actions Offertes

Selon le calendrier indicatif, la signature du Contrat de Garantie interviendra le jour de la fixation du Prix de l'Offre, soit le 14 octobre 2021 et le règlement-livraison des Actions Nouvelles le 18 octobre 2021. En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, le règlement-livraison des Actions Cédées Supplémentaires interviendrait au plus tard le deuxième jour ouvré suivant l'exercice de l'Option de Surallocation, soit au plus tard le 16 novembre 2021.

6 ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION

6.1 ADMISSION AUX NEGOCIATIONS

L'admission des Actions Offertes, dont le nombre maximum est de 24.864.865 (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre et en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation), est demandée sur le compartiment A d'Euronext Paris.

Les conditions de négociation des Actions Offertes seront fixées dans un avis d'Euronext Paris qui sera diffusé au plus tard le premier jour de négociation des actions.

La première cotation des Actions Nouvelles (sous la forme de promesses d'actions au sens de l'article L. 228-10 du Code de commerce) et des Actions Existantes sur Euronext Paris devrait avoir lieu le 14 octobre 2021 et les négociations devraient débiter au cours de la séance de bourse du 15 octobre 2021, selon le calendrier indicatif.

À compter du 15 octobre 2021 et jusqu'à la date de règlement-livraison de l'Offre (incluse) prévue le 18 octobre 2021, selon le calendrier indicatif, les Actions Existantes et les Actions Nouvelles (sous la forme de promesses d'actions au sens de l'article L. 228-10 du Code de commerce) seront négociées sur une ligne de cotation unique intitulée « OVH Promesses » et seront soumises à la condition suspensive de la délivrance du certificat du dépositaire relatif à l'émission des Actions Nouvelles.

A compter du 19 octobre 2021, l'ensemble des actions de la Société seront négociées sur une ligne de cotation intitulée « OVH ».

En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, l'admission aux négociations des Actions Cédées Supplémentaires sur Euronext Paris interviendra dans un délai de deux jours de bourse après l'exercice de l'Option de Surallocation, soit au plus tard le 16 novembre 2021.

Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché n'a été formulée par la Société.

6.2 PLACE DE COTATION

A la date d'approbation du Prospectus par l'AMF, les actions de la Société ne sont admises sur aucun marché, réglementé ou non.

6.3 OFFRE CONCOMITANTE D'ACTIONS

Concomitamment à l'offre à prix ouvert, OVH Groupe met en place une offre réservée aux salariés, dont les modalités sont décrites ci-après (l'« **Offre Réservée aux Salariés** »).

L'Offre Réservée aux Salariés est proposée dans le cadre du plan d'épargne groupe (le « **PEG** ») et du plan d'épargne groupe international (le « **PEGI** ») de OVH Groupe. Elle est ouverte à toutes les personnes éligibles au sein de OVH Groupe et des sociétés dans lesquelles OVH Groupe détient directement ou indirectement plus de 50% du capital, et qui sont adhérentes au PEG ou au PEGI. Peuvent ainsi souscrire à l'Offre Réservée aux Salariés les salariés possédant un contrat de travail au moment de leur participation à l'offre et justifiant d'une ancienneté d'au moins 3 mois acquise, de manière consécutive ou non, entre le 1er janvier 2020 et le dernier jour de la période d'offre, les mandataires sociaux éligibles en vertu des dispositions du Code du travail et les retraités ayant conservé des avoirs dans le PEG (les « **Bénéficiaires** »). Dans les pays où l'Offre Réservée aux Salariés ne peut pas être proposée à travers la souscription d'actions du fait des contraintes de réglementation locale, les employeurs mettent en place un mécanisme d'intéressement ayant un profil économique équivalent.

L'Offre Réservée aux Salariés porte sur un nombre maximum d'actions à émettre dans la limite de 1% du capital et d'une valeur totale d'émission de 19,7 millions d'euros (prime d'émission incluse). Le nombre d'actions effectivement émises dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés dépendra des demandes de souscription des éligibles. Conformément aux règles applicables en matière de plans d'épargne, les versements individuels des Bénéficiaires ne peuvent dépasser 25% de leur rémunération annuelle brute. Ce plafond n'est pas applicable aux souscriptions financées par arbitrage d'avoirs déjà détenus dans le PEG.

La souscription d'actions est proposée par l'intermédiaire du FCPE « OVHcloud Shares » ou, en fonction de la réglementation locale applicable, par souscription d'actions directement par les Bénéficiaires.

Le prix de souscription des actions dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés sera égal au prix d'admission des actions OVHcloud sur Euronext, diminué d'une décote de 30%. Sur la base de la fourchette indicative du prix de l'offre à prix ouvert, le prix de souscription des actions dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés sera compris entre 12,95 et 14 euros. Cette information est donnée à titre indicatif et ne préjuge pas du prix de souscription d'actions définitif. Dans l'hypothèse où le prix définitif de l'OPO était fixé en dehors de la limite haute de la fourchette (voir section 5.3.1 de la présente note d'opération), il en serait de même s'agissant du prix de souscription à l'Offre Réservée aux Salariés et les Bénéficiaires auront alors la possibilité de modifier ou d'annuler leurs demandes d'investissement.

Les Bénéficiaires pourront recevoir un abondement unilatéral. Un abondement supplémentaire sera versé à ceux qui auront fait un versement volontaire dans le PEG ou le PEGI. Les modalités détaillées de l'abondement figurent dans les documents d'information mis à la disposition des Bénéficiaires.

Les avoirs constitués dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés seront soumis à une période de blocage de cinq ans, sauf cas de sortie anticipée conformément aux règles applicables en matière de plans d'épargne.

Les Bénéficiaires peuvent souscrire via le site internet sécurisé dédié à l'Offre Réservée aux Salariés dont les coordonnées d'accès leur auront été communiquées individuellement, aux mêmes dates que la période d'offre à prix ouvert, et selon les modalités précisées dans la documentation établie à leur attention.

6.4 CONTRAT DE LIQUIDITE

Aucun contrat de liquidité relatif aux actions de la Société n'a été conclu à la date d'approbation du Prospectus par l'AMF.

6.5 STABILISATION - INTERVENTIONS SUR LE MARCHÉ

Aux termes du Contrat de Garantie mentionné au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération, BNP Paribas (ou toute entité agissant pour son compte), agissant en qualité d'agent de la stabilisation (l'« **Agent Stabilisateur** ») au nom et pour le compte des Garants, pourra (mais ne sera en aucun cas tenu de) réaliser des opérations de stabilisation dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment celles du Règlement UE n°596/2014 du 16 avril 2014 sur les abus de marché et de son règlement délégué UE n° 2016/1052 du 8 mars 2016 (le « **Règlement Délégué** »). Il est précisé qu'il n'y a pas d'assurance que de telles opérations seront mises en œuvre et qu'en toute hypothèse il pourra y être mis fin à tout moment et sans préavis. Les opérations de stabilisation ont pour objet de soutenir le prix de marché des actions. Elles sont susceptibles d'affecter le prix de marché des actions et peuvent aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait en leur absence. En cas de mise en œuvre, de telles interventions pourront être réalisées, à tout moment, sur Euronext Paris, pendant une période de 30 jours calendaires à compter du jour de la fixation du Prix de l'Offre soit, selon le calendrier indicatif, du 14 octobre 2021 jusqu'au 13 novembre 2021 (inclus).

Si l'Option de Surallocation est exercée en tout ou partie, un communiqué de presse sera publié par la Société.

L'information des autorités de marché compétentes et du public sera assurée par l'Agent Stabilisateur conformément à l'article 6 du Règlement Délégué. Durant la période de stabilisation, l'Agent Stabilisateur assurera la publication adéquate du détail de toutes les opérations de stabilisation au plus tard à la fin de la septième journée boursière suivant la date d'exécution de ces opérations. Les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés pourront effectuer des surallocations dans le cadre de l'offre à hauteur du nombre d'actions couvertes par l'Option de Surallocation, majoré, le cas échéant, d'un nombre d'actions représentant au maximum 5 % de la taille de l'offre (hors exercice de l'Option de Surallocation) conformément à l'article 8(b) du Règlement Délégué.

Conformément à l'article 7.1 du Règlement Délégué, les opérations de stabilisation ne peuvent être effectuées à un prix supérieur au Prix de l'Offre.

6.6 OPTION DE SURALLOCATION

Afin de couvrir d'éventuelles surallocations, Spiral Holdings BV et Spiral Holdings SCA consentiront à l'Agent Stabilisateur, agissant au nom et pour le compte des Garants, une option permettant l'acquisition d'un nombre d'actions représentant au total un maximum de 15% du nombre d'Actions Offertes Initiales,

soit un maximum de 3.243.244 Actions Cédées Supplémentaires (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre), permettant ainsi de faciliter les opérations de stabilisation (l'« **Option de Surallocation** »).

Cette Option de Surallocation pourra être exercée, en tout ou partie, au Prix de l'Offre, en une seule fois à tout moment par l'Agent Stabilisateur, au nom et pour le compte des Garants, pendant une période de 30 jours calendaires à compter du jour de la fixation du Prix de l'Offre soit, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 13 novembre 2021 (inclus).

En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, cette information serait portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué diffusé par la Société.

7 DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE

7.1 PERSONNES OU ENTITES SOUHAITANT VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE

Les Actionnaires Familiaux, qui détiennent 75,99% du capital et 78,97% des droits de vote de la Société avant l'Offre entendent procéder à la cession d'un maximum de 0,66% du nombre total d'actions ordinaires qu'ils détiendront à l'issue des Opérations de Réorganisation du Capital dans les conditions détaillées dans la présente note d'opération (soit, à titre illustratif, un montant de 16.000.003 euros), sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (et d'un maximum de 0,66% du nombre total d'actions ordinaires qu'ils détiendront à l'issue des Opérations de Réorganisation du Capital en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (soit, à titre illustratif, un montant de 16.000.003 euros), sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre).

Spiral Holdings BV (entité détenue indirectement par des fonds d'investissement gérés ou conseillés par TowerBrook Capital Partners), qui détient 9,92% du capital et 8,38% des droits de vote de la Société avant l'Offre entend procéder à la cession de 3% du nombre total d'actions ordinaires qu'elle détiendra à l'issue des Opérations de Réorganisation du Capital dans les conditions détaillées dans la présente note d'opération (soit, à titre illustratif, un montant de 9.081.317 euros), sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (et d'un maximum de 12,90% du nombre total d'actions ordinaires qu'elle détiendra à l'issue des Opérations de Réorganisation du Capital en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (soit, à titre illustratif, un montant de 39.081.324 euros), sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre).

Spiral Holdings SCA (entité détenue indirectement par des fonds d'investissement ou autres entités gérés ou conseillés par KKR), qui détient 9,92% du capital et 8,38% des droits de vote de la Société avant l'Offre entend procéder à la cession de 3% du nombre total d'actions ordinaires qu'elle détiendra à l'issue des Opérations de Réorganisation du Capital dans les conditions détaillées dans la présente note d'opération (soit, à titre illustratif, un montant de 9.081.317 euros), sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (et d'un maximum de 12,9% du nombre total d'actions ordinaires qu'elle détiendra à l'issue des Opérations de Réorganisation du Capital en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (soit, à titre illustratif, un montant de 39.081.324 euros), sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre).

Certains salariés ou dirigeants anciens ou actuels du Groupe entendent procéder à la cession, par l'intermédiaire de BNP Paribas Securities Services, de 17,54% du nombre total d'actions ordinaires qu'ils détiendront à l'issue des Opérations de Réorganisation du Capital dans les conditions détaillées dans la présente note d'opération (soit, à titre illustratif, un montant de 15.837.351 euros), sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre.

7.2 NOMBRE ET CATEGORIE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES PAR LES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE

Après réalisation des Opérations de Réorganisation du Capital, les Actions Cédées se répartiraient comme suit (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) :

Noms des Actionnaires Cédants	Nombre d'actions ordinaires détenues par les Actionnaires Cédants avant la cession mais après les Opérations de Réorganisation du Capital	Nombre d'Actions Cédées en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation	Nombre d'actions ordinaires détenues par les Actionnaires Cédants après la cession en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation
Actionnaires Familiaux ⁽¹⁾	131.990.156	864.865	131.125.291
Spiral Holdings BV	16.371.075	2.112.504	14.258.571
Spiral Holdings SCA	16.371.075	2.112.504	14.258.571
Salariés et dirigeants anciens et actuels du groupe	4.881.366	856.073	4.025.293
Total	169.613.672	5.945.946	163.667.726

⁽¹⁾ Les entités contrôlées par la famille Klabi visées étant Digital Scale et Deep Code.

Après réalisation des Opérations de Réorganisation du Capital, les Actions Cédées se répartiraient comme suit (sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) :

Noms des Actionnaires Cédants	Nombre d'actions ordinaires détenues par les Actionnaires Cédants avant la cession mais après les Opérations de Réorganisation du Capital	Nombre d'Actions Cédées en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation	Nombre d'actions ordinaires détenues par les Actionnaires Cédants après la cession en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation
Actionnaires Familiaux ⁽¹⁾	131.946.862	864.865	131.081.997
Spiral Holdings BV	15.890.663	2.006.765	13.883.898
Spiral Holdings SCA	15.890.663	2.006.765	13.883.898
Salariés et dirigeants anciens et actuels du groupe	4.910.170	865.139	4.045.031
Total	168.638.358	5.743.534	162.894.824

⁽¹⁾ Les entités contrôlées par la famille Klabi visées étant Digital Scale et Deep Code.

7.3 PARTICIPATION DE L'ACTIONNAIRE MAJORITAIRE

Les informations relatives à la répartition du capital et des droits de vote figurent à la section 9.3 de la présente note d'opération.

7.4 ENGAGEMENTS D'ABSTENTION ET DE CONSERVATION DES TITRES

7.4.1 Engagement d'abstention pris par la Société

Dans le cadre du Contrat de Garantie visé à la section 5.4.3 de la présente note d'opération, la Société s'engagera envers les Garants notamment à (A) ne pas émettre, offrir, vendre, mettre en gage, vendre des options ou des contrats d'achat, acheter une option ou un contrat de vente, octroyer une option, un droit ou un droit d'acquisition, ou vendre ou céder directement ou indirectement des actions ou d'autres titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société, (B) ni conclure des produits dérivés portant sur des actions de la Société ayant un effet similaire sur les actions ou tout autre titre de capital de la Société, (C) ni annoncer publiquement son intention de procéder à de telles opérations, pendant une période expirant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sans l'accord préalable des Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés. Cet engagement est consenti sous réserve des principales exceptions suivantes : (i) l'émission des Actions Nouvelles, (ii) l'émission d'actions ordinaires de la Société dans le cadre des Opérations de Réorganisation du Capital, (iii) l'émission d'actions nouvelles dans le cadre d'une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe telle que décrite dans la présente note d'opération, (iv) les actions pouvant être émises, offertes, vendues ou attribuées gratuitement à ses salariés, dirigeants ou administrateurs et/ou ceux des affiliés de la Société, sur la base d'un plan existant ou d'un plan futur autorisé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société à la date des présentes, (v) toute vente d'actions dans le cadre d'un programme de rachat d'actions de la Société (y compris en vertu d'un contrat de liquidité) conformément à une autorisation de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en vigueur à la date des présentes, et (vi) l'émission, la vente, le transfert ou l'offre d'actions de la Société en rémunération de l'acquisition par la Société d'actions ou d'actifs détenus par des tiers, dans la mesure où l'augmentation de capital subséquente n'excéderait pas, à date, 10% du capital de la Société immédiatement après réalisation de l'Offre, à condition que les bénéficiaires de ces actions s'engagent au profit des Garants à être liés par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier.

7.4.2 Engagement de conservation des titres

Engagement de conservation pris par les Actionnaires Familiaux

Les Actionnaires Familiaux se sont engagés envers les Garants notamment à (A) ne pas émettre, offrir, vendre, mettre en gage, vendre des options ou des contrats d'achat, acheter une option ou un contrat de vente, octroyer une option, un droit ou un droit d'acquisition ou vendre ou céder directement ou indirectement des actions ou d'autres titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société, (B) ni conclure des produits dérivés portant sur des actions de la Société ayant un effet similaire sur les actions ou tout autre titre de capital de la Société, (C) ni annoncer publiquement leur intention de procéder à de telles opérations, pendant une période expirant 360 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sans l'accord préalable des Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés. Cet engagement est consenti sous réserve des principales exceptions suivantes : (i) le transfert d'Actions par voie de succession en cas de décès, (ii) le nantissement d'actions de la Société représentant au total jusqu'à 10% du capital social de la Société après prise en compte des Actions Nouvelles dans le cadre de la présente opération, à condition que le bénéficiaire du nantissement ait préalablement accepté par écrit d'être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier, cette condition s'appliquant pour tout nantissement portant sur un nombre d'actions au-delà du nombre d'actions de la Société faisant l'objet d'un nantissement à la date du présent prospectus et représentant environ 7,6% du capital à ce jour, (iii) toute cession d'Actions entre les membres de la famille Klabo effectuée conformément au pacte d'actionnaires à conclure entre les membres de la famille Klabo, (iv) la cession d'Actions par le signataire de l'engagement de conservation par voie d'apport à une société holding ou autre entité organisée au seul profit du signataire de l'engagement de conservation, de son conjoint (y compris les cessions résultant d'un mariage, d'une union civile ou de la dissolution d'un mariage ou d'une union civile) et/ou de son descendant, sous réserve que ce cessionnaire accepte d'être lié par la restriction susmentionnée, (v) le transfert d'Actions à une entité contrôlée par des membres de la famille Klabo (au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce français), à condition que chacun de ces cessionnaires accepte d'être lié par les restrictions susmentionnées pour le reste de la période de conservation des Actions qui lui sont ainsi transférées, (vi) toute cession d'Actions par le soussigné à son conjoint/partenaire civil et/ou à ses enfants à des fins de planification successorale (donations), à condition que chacun de ces cessionnaires accepte d'être lié par les restrictions susmentionnées pour le reste de la période de conservation en ce qui concerne les Actions qui lui sont ainsi transférées, et (viii) l'apport d'Actions dans le cadre d'une offre publique d'achat ou l'exécution de tout engagement d'apporter des Actions dans le cadre d'une offre publique d'achat.

Engagement de conservation pris par Spiral Holdings BV

Spiral Holdings BV (entité détenue indirectement par des fonds d'investissement gérés ou conseillés par TowerBrook Capital Partners) s'est engagée envers les Garants notamment à (A) ne pas émettre, offrir, vendre, mettre en gage, vendre des options ou des contrats d'achat, acheter une option ou un contrat de vente, octroyer une option, un droit ou un droit d'acquisition ou vendre ou céder directement ou indirectement des actions ou d'autres titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société, (B) ni conclure des produits dérivés portant sur des actions de la Société ayant un effet similaire sur les actions ou tout autre titre de capital de la Société, (C) ni annoncer publiquement son intention de procéder à de telles opérations, pendant une période expirant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sans l'accord préalable des Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés. Cet engagement est consenti sous réserve des principales exceptions suivantes : (a) la vente des Actions Cédées Initiales et des Actions Cédées Supplémentaires dans le cadre de l'Offre, (b) les actions visées au titre du contrat de prêt d'actions (*share loan agreement*), (c) l'acceptation d'une offre globale faite à tous les détenteurs d'actions émises par la Société (autres que les actions détenues ou devant être acquises par l'actionnaire ou ses affiliés) sous réserve d'une égalité de traitement entre tous ces détenteurs, (d) la conclusion d'un engagement ou d'une promesse irrévocable d'accepter une offre globale (sans autre accord de transfert ou de cession d'Actions ou de tout intérêt dans celles-ci) comme indiqué au sous-paragraphe (c) ci-dessus ; (e) la vente ou la cession d'actions conformément à une offre de la Société d'acheter ses propres actions à des conditions identiques pour tous les détenteurs d'actions de la Société ; (f) l'exercice de droits consentis ou d'émission avec droit préférentiel de souscription dans le cadre d'une émission d'actions de la Société ; (g) le transfert d'actions à un affilié, à condition que celui-ci s'engage à être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier ; (h) le transfert d'actions à un

membre de la famille ou à une entité contrôlée par des membres de la famille Klabá, à condition que le cessionnaire s'engage à être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier ; (i) le transfert d'Actions à un *trust* dont les bénéficiaires (y compris tout bénéficiaire désigné discrétionnairement) comprend des affiliés de l'actionnaire ou d'un *trust* au bénéfice du cessionnaire à condition que le cessionnaire s'engage à être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier ; (j) toute situation où une cession d'Actions est exigée par la loi ou par une autorité compétente ou une ordonnance d'un tribunal compétent ; (k) toute cession de droits à souscrire de nouvelles actions à émettre pour financer l'exercice du solde des droits de l'actionnaire ; (l) tout transfert des actions à condition que le bénéficiaire effectif reste inchangé ; (m) tout transfert d'actions hors marché à condition que le cessionnaire s'engage à être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier ; (n) consentir une sûreté sur les Actions à ou au profit d'un créancier dans le cadre de toute facilité de prêt sur marge mise à la disposition de Spiral Holdings BV à condition que ce prêteur ait préalablement accepté par écrit d'être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier ; (o) la vente ou la cession d'Actions dans le cadre de la mise en œuvre de la garantie sur les Actions accordée à ou au profit d'un créancier dans le cadre d'une facilité de prêt sur marge mise à la disposition de Spiral Holdings BV, à condition que ce cessionnaire ait préalablement accepté par écrit d'être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier ; ou (p) le transfert d'Actions à des *trusts* caritatifs ou autres transferts d'actions à des fins caritatives, à condition que le bénéficiaire du transfert ait préalablement accepté par écrit d'être lié d'être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier.

Engagement de conservation pris par Spiral Holdings SCA

Spiral Holdings SCA (entité détenue indirectement par des fonds d'investissement ou autres entités gérés ou conseillés par KKR) s'est engagée envers les Garants notamment à (A) ne pas émettre, offrir, vendre, mettre en gage, vendre des options ou des contrats d'achat, acheter une option ou un contrat de vente, octroyer une option, un droit ou un droit d'acquisition ou vendre ou céder directement ou indirectement des actions ou d'autres titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société, (B) ni conclure des produits dérivés portant sur des actions de la Société ayant un effet similaire sur les actions ou tout autre titre de capital de la Société, (C) ni annoncer publiquement son intention de procéder à de telles opérations, pendant une période expirant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sans l'accord préalable des Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés. Cet engagement est consenti sous réserve des principales exceptions suivantes : (a) la vente des Actions Cédées Initiales et des Actions Cédées Supplémentaires dans le cadre de l'Offre, (b) les actions visées au titre du contrat de prêt d'actions (*share loan agreement*), (c) l'acceptation d'une offre globale faite à tous les détenteurs d'actions émises par la Société (autres que les actions détenues ou devant être acquises par l'actionnaire ou ses affiliés) sous réserve d'une égalité de traitement entre tous ces détenteurs, (d) la conclusion d'un engagement ou d'une promesse irrévocable d'accepter une offre globale (sans autre accord de transfert ou de cession d'Actions ou de tout intérêt dans celles-ci) comme indiqué au sous-paragraphe (c) ci-dessus ; (e) la vente ou la cession d'actions conformément à une offre de la Société d'acheter ses propres actions à des conditions identiques pour tous les détenteurs d'actions de la Société ; (f) l'exercice de droits consentis dans le cadre d'une émission d'actions ou d'émission avec droit préférentiel de souscription de la Société ; (g) le transfert d'actions à un affilié, à condition que celui-ci s'engage à être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier ; (h) le transfert d'actions à un membre de la famille ou à une entité contrôlée par des membres de la famille Klabá, à condition que le cessionnaire s'engage à être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier ; (i) le transfert d'Actions à un *trust* dont les bénéficiaires (y compris tout bénéficiaire désigné discrétionnairement) comprend des affiliés de l'actionnaire ou d'un *trust* au bénéfice du cessionnaire à condition que le cessionnaire s'engage à être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier ; (j) toute situation où une cession d'Actions est exigée par la loi ou par une autorité compétente ou une ordonnance d'un tribunal compétent ; (k) toute cession de droits à souscrire de nouvelles actions à émettre pour financer l'exercice du solde des droits de l'actionnaire ; (l) tout transfert des actions à condition que le bénéficiaire effectif reste inchangé ; (m) tout transfert d'actions hors marché à condition que le cessionnaire s'engage à être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de

ce dernier ; (n) consentir une sûreté sur les Actions à ou au profit d'un créancier dans le cadre de toute facilité de prêt sur marge mise à la disposition de Spiral Holdings SCA à condition que ce prêteur ait préalablement accepté par écrit d'être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier ; (o) la vente ou la cession d'Actions dans le cadre de la mise en œuvre de la garantie sur les Actions accordée à ou au profit d'un créancier dans le cadre d'une facilité de prêt sur marge mise à la disposition de Spiral Holdings SCA, à condition que ce cessionnaire ait préalablement accepté par écrit d'être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier ; ou (p) le transfert d'Actions à des *trusts* caritatifs ou autres transferts d'actions à des fins caritatives, à condition que le bénéficiaire du transfert ait préalablement accepté par écrit d'être lié d'être lié par un engagement de conservation identique à l'engagement décrit ci-dessus pour la durée restant à courir de ce dernier.

Engagement de conservation de certains cadres et dirigeants du Groupe

Les membres du Comité exécutif de la Société, se sont engagés notamment à (A) ne pas émettre, offrir, vendre, mettre en gage, vendre des options ou des contrats d'achat, acheter une option ou un contrat de vente, octroyer une option, un droit ou un droit d'acquisition ou vendre ou céder directement ou indirectement des actions ou d'autres titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société, (B) ni conclure des produits dérivés portant sur des actions de la Société ayant un effet similaire sur les actions ou tout autre titre de capital de la Société, (C) ni annoncer publiquement son intention de procéder à de telles opérations, pendant une période expirant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre (cette période étant portée à 360 jours calendaires pour le Directeur général et pour le Directeur financier), sans l'accord préalable des Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés. Cet engagement est consenti sous réserve des principales exceptions suivantes : (i) le transfert d'Actions par voie de succession en cas de décès, (ii) le transfert d'Actions en cas de départ à la retraite ou de mise à la retraite ou en cas d'invalidité permanente correspondant à la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale, (iii) la cession d'Actions par le signataire de l'engagement de conservation par le soussigné par voie d'apport à une société holding ou autre entité organisée au seul profit du signataire de l'engagement de conservation par le soussigné, de son conjoint (y compris les cessions résultant d'un mariage, d'une union civile ou de la dissolution d'un mariage ou d'une union civile) et/ou de son descendant, sous réserve que ce cessionnaire accepte d'être lié par la restriction susmentionnée, (iv) la cession d'Actions en cas de départ du signataire de l'engagement de conservation de la Société pour quelque raison que ce soit (sauf en cas de départ volontaire, tel que la démission ou la résiliation mutuelle du contrat de travail), (v) l'octroi de sûretés sur les comptes titres financiers ouverts dans les livres de la Société ou sur les comptes titres PEA sur lesquels les Actions sont inscrites, à condition qu'en cas de réalisation de ces sûretés, le bénéficiaire de ces sûretés accepte au préalable par écrit d'être lié par les restrictions susmentionnées pour le reste de la période de conservation, (vi) tout transfert d'Actions par le signataire de l'engagement de conservation à son conjoint/partenaire civil et/ou à ses enfants à des fins de planification successorale (donations) ; et (vii) l'offre d'Actions dans le cadre d'une offre publique d'achat ou l'exécution de tout engagement d'offrir des Actions dans le cadre d'une offre publique d'achat.

Les actions qui resteront détenues par les membres du Comité exécutif à l'issue de l'Offre représenteront environ 0,8 % du capital de la Société après les Opérations de Réorganisation du Capital, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre.

8 DÉPENSES LIÉES À L'OFFRE

Produits et charges relatifs à l'Offre des Actions Offertes

Le produit brut de l'émission des Actions Nouvelles s'élève à un montant d'environ 350 millions d'euros.

Les dépenses liées à l'Offre à la charge de la Société sont estimées à environ 35 millions d'euros, dont environ 7 millions de dépenses liées au dénouement d'instruments attribués par le Groupe aux salariés étrangers (« actions fantômes » visées dans la note 4.27 « Paiements en actions » des comptes 2018, 2019 et 2020 de la Société), réglés en trésorerie en cas d'introduction en bourse.

Le produit net de l'émission des Actions Nouvelles est d'environ 315 millions d'euros.

La Société ne recevra aucun produit de la cession des Actions Cédées Initiales et des Actions Cédées Supplémentaires.

9 DILUTION

9.1 INCIDENCE DE L'OFFRE SUR LA QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIÉTÉ

Sur la base des capitaux propres consolidés de la Société au 31 mai 2021 et du nombre total d'actions composant le capital social à l'issue des Opérations de Réorganisation du Capital, les capitaux propres consolidés par action, avant et après l'Offre, s'établiraient comme suit, après émission de la totalité des Actions Nouvelles (en prenant pour hypothèse une émission d'un nombre maximal de 18.918.919 actions (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, après imputation des frais juridiques et administratifs, de la rémunération globale des intermédiaires financiers et du dénouement d'instruments attribués par le Groupe aux salariés étrangers (« actions fantômes »), réglés en trésorerie en cas d'introduction en bourse) :

	Capitaux propres consolidés par action au 31 mai 2021	
	Base non-diluée	Base diluée ⁽¹⁾
Avant émission des Actions Nouvelles	0,52 euros	0,51 euros
Après émission d'un nombre maximum de 18.918.919 Actions Nouvelles (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre)	2,14 euros	2,13 euros

⁽¹⁾ En cas d'exercice de l'intégralité des Actions Gratuites attribués à certains salariés et dirigeants du Groupe, donnant accès à un total de 693.162 actions nouvelles de la Société.

9.2 MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RESULTANT IMMEDIATEMENT DE L'OFFRE

L'incidence de l'Offre sur la participation dans le capital de la Société d'un actionnaire qui détiendrait postérieurement aux Opérations de Réorganisation du Capital 1% du capital social de la Société et ne participerait pas à l'Offre (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital de la Société après les Opérations de Réorganisation du Capital) (en prenant pour hypothèse une émission d'un nombre maximal de 18.918.919 Actions Nouvelles, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) serait la suivante:

	Participation de l'actionnaire	
	Base non-diluée	Base diluée ⁽¹⁾
Avant émission des Actions Nouvelles	1 %	1,0 %
Après émission d'un nombre maximum de 14.189.189 Actions Nouvelles (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) (soit une souscription à hauteur de 75 % de l'Offre)	0,9 %	0,9 %
Après émission d'un nombre maximum de 18.918.919 Actions Nouvelles (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) (soit une souscription à hauteur de 100 % de l'Offre)	0,9 %	0,9 %

⁽¹⁾ En cas d'exercice de l'intégralité des Actions Gratuites attribués à certains salariés et dirigeants du Groupe, donnant accès à un total de 693.162 actions nouvelles de la Société.

9.3 REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Actionnariat à la date du Prospectus

A la date d'approbation du Prospectus par l'AMF, le capital social de la Société s'élève à 170.778.796,29 euros, divisé en 136.378.003 actions ordinaires d'un euro de valeur nominale chacune, 27.968.123 ADP A de 1,23 euro de valeur nominale chacune et de 2 ADP C, d'un euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées. Après réalisation des Opérations de Réorganisation du Capital, devant intervenir préalablement au règlement-livraison de l'Offre, le capital social de la Société sera composé exclusivement d'actions ordinaires.

La répartition de l'actionnariat de la Société (sur une base non-diluée) à la date du Prospectus est la suivante :

Actionnaire	Nombre d'actions	% du capital ¹	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Catégories d'actions
Famille Klab ²	17.556.678	10,28%	17.556.678	10,68%	17.556.678 Actions ordinaires
Digital Scale SAS ³	25.519.435	14,94%	25.519.435	15,53%	25.519.435 Actions ordinaires
Yellow Source SAS ³	24.026.666	14,07%	24.026.666	14,62%	24.026.666 Actions ordinaires
Deep Code SAS ⁴	25.505.256	14,93%	25.505.256	15,52%	25.505.256 Actions ordinaires
Bleu Source SAS ⁴	24.026.666	14,07%	24.026.666	14,62%	24.026.666 Actions ordinaires
Innolys SAS ⁵	13.146.668	7,70%	13.146.668	8,00%	13.146.668 Actions ordinaires
Invest Bleu SAS.....	0	0	0	0	0
Jezby Ventures SAS.....	0	0	0	0	0
Total concert (famille Klab ² et entités contrôlées par la famille Klab ²).....	129.781.369	75,99%	129.781.369	78,97%	129.781.369 Actions ordinaires
Spiral Holdings BV ⁶	13.776.379	9,92%	13.776.379	8,38%	13.776.379 Actions de Préférence A
Spiral Holdings SCA ⁷	13.776.379	9,92%	13.776.379	8,38%	13.776.379 Actions de Préférence A
Manovh	3.018.669	1,77%	3.018.669	1,84%	3.018.669 Actions Ordinaires
Menovh	925.264	0,54%	925.264	0,56%	925.264 Actions ordinaires
Dirigeants et salariés (actuels et anciens) et administrateurs ⁸	3.068.068	1,85%	3.068.066	1,87%	2.652.701 Actions ordinaires 415.365 Actions de Préférence A 2 Actions de Préférence C
TOTAL.....	164.346.128	100 %	164.346.126	100 %	

- (1) En prenant pour hypothèse une conversion des Actions de Préférence A en Actions Ordinaires sur la base des parités entre les valeurs nominales respectives
- (2) La famille Klab² comprend MM. Henrik, Octave et Mirosław Klab² et Mme Halina Klab².
- (3) Entités contrôlées par M. Octave Klab² et les membres de sa famille
- (4) Entités contrôlées par M. Mirosław Klab² et les membres de sa famille
- (5) Entité détenue par MM. Octave et Mirosław Klab²
- (6) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement gérés ou conseillés par TowerBrook Capital Partners
- (7) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement ou autres entités gérés ou conseillés par KKR
- (8) Hors administrateurs représentant la famille Klab², et y compris un administrateur n'ayant pas vocation à le demeurer à la date du règlement-livraison de l'introduction en bourse

Actionnariat préalable à l'Offre

A titre illustratif, à l'issue des Opérations de Réorganisation du Capital qui dépendra du Prix de l'Offre, la répartition de l'actionnariat de la Société ressortirait comme suit, sur la base de la borne inférieure ou de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre.

Borne inférieure de la fourchette de prix			
Détenion			
Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Famille Klab ²	18.304.220	10,79%	10,79%
Digital Scale SAS ³	25.519.435	15,05%	15,05%
Yellow Source SAS ³	24.026.666	14,17%	14,17%
Deep Code SAS ⁴	25.505.256	15,04%	15,04%
Bleu Source SAS ⁴	24.026.666	14,17%	14,17%
Innolys SAS ⁵	13.146.668	7,75%	7,75%

Invest Bleu SAS.....	432.433	0,25%	0,25%
Jezby Ventures SAS.....	1.028.812	0,61%	0,61%
Total concert (famille Klabá et entités contrôlées par la famille Klabá)	131.990.156	77,82%	77,82%
Spiral Holdings BV ⁶	16.371.075	9,65%	9,65%
Spiral Holdings SCA ⁷	16.371.075	9,65%	9,65%
Salariés et dirigeants anciens et actuels du groupe et administrateurs ⁸	4.881.366	2,88%	2,88%
TOTAL	169.613.672	100,00%	100,00%

- (1) En prenant pour hypothèse une conversion des Actions de Préférence A en Actions Ordinaires sur la base des parités entre les valeurs nominales respectives
- (2) La famille Klabá comprend MM. Henrik, Octave et Mirosław Klabá et Mme Halina Klabá.
- (3) Entités contrôlées par M. Octave Klabá et les membres de sa famille
- (4) Entités contrôlées par M. Mirosław Klabá et les membres de sa famille
- (5) Entité détenue par MM. Octave et Mirosław Klabá
- (6) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement gérés ou conseillés par TowerBrook Capital Partners
- (7) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement ou autres entités gérés ou conseillés par KKR
- (8) Hors administrateurs représentant la famille Klabá, et y compris un administrateur n'ayant pas vocation à le demeurer à la date du règlement-livraison de l'introduction en bourse

Borne supérieure de la fourchette de prix			
Détenition			
Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Famille Klabá ²	18.370.521	10,89%	10,89%
Digital Scale SAS ³	25.519.435	15,13%	15,13%
Yellow Source SAS ³	24.026.666	14,25%	14,25%
Deep Code SAS ⁴	25.505.256	15,12%	15,12%
Bleu Source SAS ⁴	24.026.666	14,25%	14,25%
Innolys SAS ⁵	13.146.668	7,80%	7,80%
Invest Bleu SAS.....	400.000	0,24%	0,24%
Jezby Ventures SAS.....	951.650	0,56%	0,56%
Total concert (famille Klabá et entités contrôlées par la famille Klabá)	131.946.862	78,24%	78,24%
Spiral Holdings BV ⁶	15.890.663	9,42%	9,42%
Spiral Holdings SCA ⁷	15.890.663	9,42%	9,42%
Salariés et dirigeants anciens et actuels du groupe et administrateurs ⁸	4.910.170	2,91%	2,91%
TOTAL	168.638.358	100,00%	100,00%

- (1) En prenant pour hypothèse une conversion des Actions de Préférence A en Actions Ordinaires sur la base des parités entre les valeurs nominales respectives
- (2) La famille Klabá comprend MM. Henrik, Octave et Mirosław Klabá et Mme Halina Klabá.
- (3) Entités contrôlées par M. Octave Klabá et les membres de sa famille
- (4) Entités contrôlées par M. Mirosław Klabá et les membres de sa famille
- (5) Entité détenue par MM. Octave et Mirosław Klabá
- (6) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement gérés ou conseillés par TowerBrook Capital Partners
- (7) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement ou autres entités gérés ou conseillés par KKR
- (8) Hors administrateurs représentant la famille Klabá, et y compris un administrateur n'ayant pas vocation à le demeurer à la date du règlement-livraison de l'introduction en bourse

Actionnariat à l'issue de l'Offre

A titre illustratif, à l'issue des Opérations de Réorganisation du Capital et de l'Offre, la répartition de l'actionnariat de la Société ressortirait comme suit, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre et sur la base d'une souscription à hauteur de 100 % de l'augmentation de capital :

Actionnaires	Borne inférieure de la fourchette de prix					
	Détenition (hors exercice éventuel de l'Option de Surallocation)			Détenition (après exercice intégral de l'Option de Surallocation)		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Famille Klaba ²	18.196.112	9,65%	9,65%	18.196.112	9,65%	9,65%
Digital Scale SAS ³	24.951.867	13,23%	13,23%	24.951.867	13,23%	13,23%
Yellow Source SAS ³	24.026.666	12,74%	12,74%	24.026.666	12,74%	12,74%
Deep Code SAS ⁴	25.316.067	13,43%	13,43%	25.316.067	13,43%	13,43%
Bleu Source SAS ⁴	24.026.666	12,74%	12,74%	24.026.666	12,74%	12,74%
Innolys SAS ⁵	13.146.668	6,97%	6,97%	13.146.668	6,97%	6,97%
Invest Bleu SAS.....	432.433	0,23%	0,23%	432.433	0,23%	0,23%
Jezby Ventures SAS.....	1.028.812	0,55%	0,55%	1.028.812	0,55%	0,55%
Total concert (famille Klaba et entités contrôlées par la famille Klaba)	131.125.291	69,55%	69,55%	131.125.291	69,55%	69,55%
Spiral Holdings BV ⁶	15.880.193	8,42%	8,42%	14.258.571	7,56%	7,56%
Spiral Holdings SCA ⁷	15.880.193	8,42%	8,42%	14.258.571	7,56%	7,56%
Salariés et dirigeants anciens et actuels du groupe et administrateurs ⁸	4.025.293	2,14%	2,14%	4.025.293	2,14%	2,14%
Flottant.....	21.621.621	11,47%	11,47%	24.864.865	13,19%	13,19%
TOTAL	188.532.591	100,00%	100,00%	188.532.591	100,00%	100,00%

- (1) En prenant pour hypothèse une conversion des Actions de Préférence A en Actions Ordinaires sur la base des parités entre les valeurs nominales respectives
- (2) La famille Klaba comprend MM. Henrik, Octave et Miroslaw Klaba et Mme Halina Klaba.
- (3) Entités contrôlées par M. Octave Klaba et les membres de sa famille
- (4) Entités contrôlées par M. Miroslaw Klaba et les membres de sa famille
- (5) Entité détenue par MM. Octave et Miroslaw Klaba
- (6) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement gérés ou conseillés par TowerBrook Capital Partners
- (7) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement ou autres entités gérés ou conseillés par KKR
- (8) Hors administrateurs représentant la famille Klaba, et y compris un administrateur n'ayant pas vocation à le demeurer à la date du règlement-livraison de l'introduction en bourse

A l'issue de l'Offre, la répartition de l'actionnariat de la Société ressortirait comme suit, sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre et sur la base d'une souscription à hauteur de 100% de l'augmentation de capital :

Actionnaires	Borne supérieure de la fourchette de prix					
	Détenition (hors exercice éventuel de l'Option de Surallocation)			Détenition (après exercice intégral de l'Option de Surallocation)		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Famille Klaba ²	18.262.413	9,81%	9,81%	18.262.413	9,81%	9,81%
Digital Scale SAS ³	24.951.867	13,41%	13,41%	24.951.867	13,41%	13,41%

Yellow Source SAS ³	24.026.666	12,91%	12,91%	24.026.666	12,91%	12,91%
Deep Code SAS ⁴	25.316.067	13,60%	13,60%	25.316.067	13,60%	13,60%
Bleu Source SAS ⁴	24.026.666	12,91%	12,91%	24.026.666	12,91%	12,91%
Innolys SAS ⁵	13.146.668	7,06%	7,06%	13.146.668	7,06%	7,06%
Invest Bleu SAS.....	400.000	0,21%	0,21%	400.000	0,21%	0,21%
Jezby Ventures SAS.....	951.650	0,51%	0,51%	951.650	0,51%	0,51%
Total concert (famille Klabá et entités contrôlées par la famille Klabá)	131.081.997	70,42%	70,42%	131.081.997	70,42%	70,42%
Spiral Holdings BV ⁶	15.399.781	8,27%	8,27%	13.883.898	7,46%	7,46%
Spiral Holdings SCA ⁷	15.399.781	8,27%	8,27%	13.883.898	7,46%	7,46%
Salariés et dirigeants anciens et actuels du groupe et administrateurs ⁸	4.045.031	2,17%	2,17%	4.045.031	2,17%	2,17%
Flottant.....	20.211.768	10,86%	10,86%	23.243.534	12,49%	12,49%
TOTAL	186.138.358	100,00%	100,00%	186.138.358	100,00%	100,00%

- (1) En prenant pour hypothèse une conversion des Actions de Préférence A en Actions Ordinaires sur la base des parités entre les valeurs nominales respectives
- (2) La famille Klabá comprend MM. Henrik, Octave et Mirosław Klabá et Mme Halina Klabá.
- (3) Entités contrôlées par M. Octave Klabá et les membres de sa famille
- (4) Entités contrôlées par M. Mirosław Klabá et les membres de sa famille
- (5) Entité détenue par MM. Octave et Mirosław Klabá
- (6) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement gérés ou conseillés par TowerBrook Capital Partners
- (7) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement ou autres entités gérés ou conseillés par KKR
- (8) Hors administrateurs représentant la famille Klabá, et y compris un administrateur n'ayant pas vocation à le demeurer à la date du règlement-livraison de l'introduction en bourse

A titre illustratif, à l'issue des Opérations de Réorganisation du Capital et de l'Offre, la répartition de l'actionnariat de la Société ressortirait comme suit, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre et sur la base d'une souscription à hauteur de 75 % de l'augmentation de capital :

Actionnaires	Borne inférieure de la fourchette de prix					
	Détention (hors exercice éventuel de l'Option de Surallocation)			Détention (après exercice intégral de l'Option de Surallocation)		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Famille Klabá ²	18.196.112	9,90%	9,90%	18.196.112	9,90%	9,90%
Digital Scale SAS ³	24.951.867	13,58%	13,58%	24.951.867	13,58%	13,58%
Yellow Source SAS ³	24.026.666	13,07%	13,07%	24.026.666	13,07%	13,07%
Deep Code SAS ⁴	25.316.067	13,77%	13,77%	25.316.067	13,77%	13,77%
Bleu Source SAS ⁴	24.026.666	13,07%	13,07%	24.026.666	13,07%	13,07%
Innolys SAS ⁵	13.146.668	7,15%	7,15%	13.146.668	7,15%	7,15%
Invest Bleu SAS.....	432.433	0,24%	0,24%	432.433	0,24%	0,24%
Jezby Ventures SAS.....	1.028.812	0,56%	0,56%	1.028.812	0,56%	0,56%
Total concert (famille Klabá et entités contrôlées par la famille Klabá)	131.125.291	71,34%	71,34%	131.125.291	71,34%	71,34%
Spiral Holdings BV ⁶	15.880.193	8,64%	8,64%	14.613.301	7,95%	7,95%
Spiral Holdings SCA ⁷	15.880.193	8,64%	8,64%	14.613.301	7,95%	7,95%
Salariés et dirigeants anciens et actuels du groupe et administrateurs ⁸	4.025.293	2,19%	2,19%	4.025.293	2,19%	2,19%

Flottant	16.891.891	9,19%	9,19%	19.425.675	10,57%	10,57%
TOTAL	183.802.861	100,00%	100,00%	183.802.861	100,00%	100,00%

- (1) En prenant pour hypothèse une conversion des Actions de Préférence A en Actions Ordinaires sur la base des parités entre les valeurs nominales respectives
- (2) La famille Klabá comprend MM. Henrik, Octave et Miroslaw Klabá et Mme Halina Klabá.
- (3) Entités contrôlées par M. Octave Klabá et les membres de sa famille
- (4) Entités contrôlées par M. Miroslaw Klabá et les membres de sa famille
- (5) Entité détenue par MM. Octave et Miroslaw Klabá
- (6) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement gérés ou conseillés par TowerBrook Capital Partners
- (7) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement ou autres entités gérés ou conseillés par KKR
- (8) Hors administrateurs représentant la famille Klabá, et y compris un administrateur n'ayant pas vocation à le demeurer à la date du règlement-livraison de l'introduction en bourse

A l'issue de l'Offre, la répartition de l'actionnariat de la Société ressortirait comme suit, sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre et sur la base d'une souscription à hauteur de 75 % de l'augmentation de capital :

Actionnaires	Borne supérieure de la fourchette de prix					
	Détenition (hors exercice éventuel de l'Option de Surallocation)			Détenition (après exercice intégral de l'Option de Surallocation)		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Famille Klabá ²	18.262.413	10,05%	10,05%	18.262.413	10,05%	10,05%
Digital Scale SAS ³	24.951.867	13,73%	13,73%	24.951.867	13,73%	13,73%
Yellow Source SAS ³	24.026.666	13,22%	13,22%	24.026.666	13,22%	13,22%
Deep Code SAS ⁴	25.316.067	13,93%	13,93%	25.316.067	13,93%	13,93%
Bleu Source SAS ⁴	24.026.666	13,22%	13,22%	24.026.666	13,22%	13,22%
Innolys SAS ⁵	13.146.668	7,23%	7,23%	13.146.668	7,23%	7,23%
Invest Bleu SAS	400.000	0,22%	0,22%	400.000	0,22%	0,22%
Jezby Ventures SAS	951.650	0,52%	0,52%	951.650	0,52%	0,52%
Total concert (famille Klabá et entités contrôlées par la famille Klabá)	131.081.997	72,12%	72,12%	131.081.997	72,12%	72,12%
Spiral Holdings BV ⁶	15.399.781	8,47%	8,47%	14.212.023	7,82%	7,82%
Spiral Holdings SCA ⁷	15.399.781	8,47%	8,47%	14.212.023	7,82%	7,82%
Salariés et dirigeants anciens et actuels du groupe et administrateurs ⁸	4.045.031	2,23%	2,23%	4.045.031	2,23%	2,23%
Flottant	15.836.768	8,71%	8,71%	18.212.284	10,02%	10,02%
TOTAL	181.763.358	100,00%	100,00%	181.763.358	100,00%	100,00%

- (1) En prenant pour hypothèse une conversion des Actions de Préférence A en Actions Ordinaires sur la base des parités entre les valeurs nominales respectives
- (2) La famille Klabá comprend MM. Henrik, Octave et Miroslaw Klabá et Mme Halina Klabá.
- (3) Entités contrôlées par M. Octave Klabá et les membres de sa famille
- (4) Entités contrôlées par M. Miroslaw Klabá et les membres de sa famille
- (5) Entité détenue par MM. Octave et Miroslaw Klabá
- (6) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement gérés ou conseillés par TowerBrook Capital Partners
- (7) Entité détenue indirectement par des fonds d'investissement ou autres entités gérés ou conseillés par KKR
- (8) Hors administrateurs représentant la famille Klabá, et y compris un administrateur n'ayant pas vocation à le demeurer à la date du règlement-livraison de l'introduction en bourse

La Société a par ailleurs émis des actions gratuites (les « **Actions Gratuites** ») attribuées à certains salariés et dirigeants du Groupe non encore acquises à la date du présent prospectus, donnant accès à un total de 693.162 actions nouvelles de la Société, correspondant à 0,4% du capital (après les Opérations de Réorganisation et l'émission des Actions Nouvelles, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) sur une base diluée.

10 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

10.1 CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L’OFFRE

Non applicable.

10.2 AUTRES INFORMATIONS VERIFIEES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Non applicable.